

NOUVELLE COMPAGNIE POUR LES VOLS INTÉRIEURS

ON PASSE À LA VITESSE SUPÉRIEURE

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8214 LUNDI 16 JUIN 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

RISQUES HYDRIQUES

Mise en place d'un comité de veille

Page 5

PAS DE PLACE POUR LA TRICHE
UN BAC ULTRA-SÉCURISÉ

Les épreuves du baccalauréat ont débuté hier sur l'ensemble du territoire national. Pour cette session 2025, plus de 870 000 candidats sont mobilisés sous une surveillance renforcée et un dispositif exceptionnel visant à garantir la transparence et la régularité des examens.

Page 2



L'IRAN DÉNONCE

Le double jeu américain

Page 7

LA PRINCESSE RYM ALI AU *JI*:

«L'Algérie peut rayonner dans l'éducation aux médias»

Page 6

LIGUE 1 MOBILIS

Le MCA à un pas du sacre

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

PROGRAMMES PÉDAGOGIQUES

Un cursus sans interruption

L'ENSEMBLE des lycéens inscrits au baccalauréat cette année ont pu suivre, de manière complète et sans interruption, tous les programmes pédagogiques prévus. C'est ce qu'a affirmé, hier, Kacem Djehlan, directeur général de l'enseignement au ministère de l'Éducation nationale, qui a salué la stabilité retrouvée du système éducatif.

Le responsable a souligné, sur les ondes de la radio nationale, que les élèves de cette session sont les premiers à bénéficier d'un cursus complet et régulier depuis la pandémie, amorcé dès l'année scolaire 2022-2023. Aucune mesure exceptionnelle ni modification du calendrier n'ont été nécessaires durant les trois années du secondaire, ce qui a permis un déroulement optimal des apprentissages.

M. Djehlan a exprimé sa confiance quant au niveau de préparation des candidats, estimant qu'ils abordent les épreuves du Bac dans de bonnes conditions pédagogiques. Par ailleurs, il a précisé qu'une attention particulière a été accordée aux candidats en situation de handicap. Cette année, 1 118 élèves présentant différents types de handicaps passeront l'examen du Bac, dont 296 malvoyants, 479 à mobilité réduite, 216 malentendants, 31 élèves en situation de handicap mental, 91 atteints de troubles du spectre autistique, 4 enfants de la lune, et 1 candidat porteur de trisomie.

Pour leur permettre de composer dans un cadre adapté, le ministère a mobilisé des salles aménagées et un accompagnement pédagogique sur mesure. Des assistants ont été mis à disposition, notamment pour les candidats dans l'incapacité d'écrire, garantissant ainsi l'équité des chances.

L. L.

TIZI OUZOU

Coup d'envoi des épreuves

C'EST DEPUIS le lycée Chahid Hamki Idir, situé dans la Nouvelle-Ville, que le wali de Tizi Ouzou, Abou Bakar Essedik Boucetta, a donné, hier, le coup d'envoi des épreuves du baccalauréat. Dans la wilaya, ce sont 19 614 candidats, dont 5 164 en candidats libres, qui sont inscrits pour passer les épreuves, prévues du 15 au 19 juin. Ces candidats sont répartis à travers 73 centres d'examen.

Parmi eux, 42 sont des personnes aux besoins spécifiques : 14 souffrent de handicap visuel, 21 de handicap moteur et 7 de handicap auditif.

Concernant les centres de correction, trois établissements ont été retenus dans la wilaya, à savoir les lycées Fatma N'Soumer et du 20-Août, situés sur le boulevard Stiti à Tizi Ouzou, ainsi que le lycée Chihani Bachir à Azazga.

Le directeur de l'éducation de la wilaya, Ahmed Lalaoui, a assuré que toutes les conditions étaient réunies pour garantir le bon déroulement de ces épreuves. « Nous avons reconduit pratiquement le même dispositif que pour l'examen du BEM, qui s'est déroulé, faut-il le rappeler, dans d'excellentes conditions », a-t-il souligné.

Saïd Tissegouine

UN BAC ULTRA-SÉCURISÉ

Pas de place pour la triche

Les épreuves du baccalauréat ont débuté hier sur l'ensemble du territoire national. Pour cette session 2025, plus de 870 000 candidats sont mobilisés sous une surveillance renforcée et un dispositif exceptionnel visant à garantir la transparence et la régularité des examens.

Les élèves de terminale devront faire preuve de concentration pendant cinq jours d'épreuves afin de décrocher le précieux sésame permettant l'accès à l'université. Saâdaoui, présent au lycée El Idrissi à Alger, a inauguré cette session en compagnie de responsables du secteur et d'élèves visiblement concentrés. Lors d'une conférence de presse donnée à cette occasion, il a souligné que l'examen du baccalauréat revêt une importance particulière dans notre société, allant jusqu'à en évoquer le caractère « sacré ». Il a précisé que les institutions de l'État déploient d'importants efforts et mobilisent des ressources considérables pour garantir aux élèves un environnement propice à une compétition équitable et sereine. Le ministre a indiqué que toutes les mesures administratives, techniques et logistiques ont été mises en place, en coordination avec les directeurs de l'éducation et les présidents des centres d'examen, afin d'assurer le bon déroulement des épreuves sur l'ensemble du territoire.

Il a assuré que les centres d'examen sont dotés de tous les équipements nécessaires pour garantir des conditions de transparence, d'intégrité et de confort, y compris en dehors même des salles d'examen. Saâdaoui a également exprimé sa reconnaissance envers les différents secteurs ayant contribué à la réussite de cette session, notamment le ministère de la Jeunesse, celui des Affaires religieuses via les mosquées, l'Observatoire national de la société civile, ainsi que les forces de sécurité. S'agissant de l'annonce des résultats du brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, le ministre a déclaré que son département laissera aux commissions de correction la liberté de fixer la date de publication. Les résultats seront communiqués dès que les travaux de correction seront terminés.

Le premier jour d'examen s'est déroulé sans incidents majeurs. Les candidats ont passé les épreuves de langue arabe et d'éducation islamique dans une atmosphère marquée par une vigilance rigoureuse et des conditions de sécurité renforcées.

Dès 11h30, devant le lycée El Idrissi, situé place du 1er Mai à Alger, les premiers candidats ont commencé à sortir, le sujet de littérature arabe en main. Beaucoup discutaient des détails de l'épreuve. Pour les candidats de la filière langues étrangères, les sujets ont été jugés globalement accessibles.



Commentant l'épreuve, Sihem et son amie Yasmine ont déclaré : « Le sujet était abordable, mais le trac ne nous a pas quittées un seul instant. » Islem et Hocine ont quant à eux expliqué : « Le deuxième sujet était plus facile que le premier, mais malgré cela, nous avons préféré traiter le premier. »

Parallèlement, un dispositif numérique spécial a été activé dès la veille au soir. Les services spécialisés de la Gendarmerie nationale et de la police ont intensifié la surveillance des réseaux sociaux pour déceler toute tentative de triche ou de fuite de sujets. Ces opérations, menées en coordination avec le ministère de l'Éducation, s'appuient sur des technologies capables d'identifier rapidement les contrevenants.

Pour assurer le bon déroulement des épreuves, le ministère a dépêché un observateur par centre d'examen, sélectionné parmi les inspecteurs et chefs d'établissement. Leur mission ne se limite pas à la surveillance classique : ils sont aussi chargés de veiller au respect strict des consignes, à la sécurité des sujets, respect des horaires, l'interdiction des téléphones portables et l'organisation rigoureuse des déplacements des candidats. Chaque élève est autorisé à quitter la salle qu'après la moitié du temps imparti. Toute sortie, même pour les sanitaires, est encadrée par une autorisation, une surveillance et une fouille préventive. À la fin de chaque épreuve, les copies sont placées dans des enveloppes scellées et sécurisées, en présence des observateurs, avant d'être conservées dans des coffres métalliques verrouillés.

Lynda Louifi

Légère coupure d'internet

LA LUTTE contre la triche, phénomène récurrent ces dernières années, passe cette fois par une coupure d'Internet plus modérée et ciblée. Le ministre de l'Éducation, Mohamed Seghir Saâdaoui, a souligné l'importance d'une stratégie équilibrée entre rigueur et limitation des impacts économiques, pour garantir l'intégrité des examens.

Le ministre a expliqué que la coupure ciblée du réseau demeure l'un des moyens les plus efficaces pour contrer les fuites de sujets et les tentatives de triche via les réseaux sociaux. Toutefois, il a reconnu que cette mesure a été appliquée de façon plus mesurée en 2025, afin de limiter son impact sur les activités économiques et commerciales. « Nous étudions des solutions techniques qui permettront à l'avenir de sécuriser les examens sans perturber les autres usagers du réseau », a-t-il indiqué, insistant sur le fait que le recours à la coupure pourrait devenir exceptionnel plutôt que systématique.

S'agissant du volet disciplinaire, M. Saâdaoui a révélé que 53 cas de triche ont été recensés durant les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM). Un chiffre qu'il a qualifié de « relativement faible » compte tenu du nombre important de candidats.

Au-delà des chiffres, le ministre a souligné la nécessité d'une réponse à la fois pédagogique et judiciaire adaptée. Il a expliqué que les élèves impliqués dans des cas de fraude peuvent être traduits en justice, une procédure qui, selon lui, revêt également un caractère éducatif. « Lorsqu'un élève est mineur, il est présenté devant un juge des mineurs qui applique une approche basée sur la rééducation plutôt que la punition. Pour les candidats majeurs, des sanctions pénales peuvent s'appliquer conformément à la loi en vigueur », a-t-il précisé.

Dans un message adressé aux élèves, le ministre a appelé à rejeter toute forme de triche et à privilégier une culture de l'effort, de la concurrence saine et du mérite. « Nous ne permettrons pas que l'examen soit entaché. Le respect des règles est une condition essentielle pour préserver la valeur des diplômes et garantir l'équité entre tous les candidats », a-t-il martelé.

Lynda L.

CYCLE PRIMAIRE

Les programmes en cours de refonte

LE MINISTRE de l'Éducation, Mohamed Seghir Saâdaoui, a annoncé une refonte progressive des programmes scolaires du cycle primaire. Cette réforme, portée par un Comité national dédié, vise à moderniser les contenus pédagogiques, améliorer la qualité de l'enseignement et adapter l'école aux exigences du monde contemporain, dès les premières années de scolarité.

Lors d'une conférence de presse tenue, hier, à l'issue du lancement des épreuves du baccalauréat à Alger, le ministre a indiqué la mise en place d'un Comité national pour la qualité de l'éducation. Cette instance a pour mission d'étudier, d'évaluer et de proposer les ajustements nécessaires aux contenus pédagogiques, en tenant compte des exigences contemporaines en matière de formation.

Selon M. Saâdaoui, le travail du comité a commencé avec les deux premières années du cycle primaire. « Les programmes de la première et de la deuxième année ont été entièrement révisés. Nous avons ensuite élargi notre travail à la troisième année, dont les nouvelles orientations seront bientôt dévoilées », a-t-il précisé. Le processus se poursuivra progressivement avec la quatrième et la cinquième année, afin d'harmoniser l'ensemble du cycle primaire.

Le ministre a souligné l'importance d'un système éducatif « souple et évolutif », capable de s'adapter aux mutations scientifiques, sociales et technologiques. « Le contenu de l'enseignement doit être en adéquation avec le niveau des élèves et répondre à leurs besoins réels, tout en s'alignant sur les standards internationaux », a-t-il souligné.

Par ailleurs, M. Saâdaoui a annoncé la reprise des concours de recrutement des enseignants en fonction des besoins réels du secteur. « Le recours au système de contractualisation, adopté durant la pandémie de Covid-19, était une mesure exceptionnelle. Nous allons revenir au dispositif normal de recrutement par concours », a-t-il indiqué.

Le ministre a précisé que la priorité sera donnée aux diplômés des Écoles normales supérieures, considérés comme « le produit naturel de la formation pédagogique » et garants de la qualité de l'enseignement. Les concours seront également ouverts aux diplômés des instituts et facultés universitaires, à condition qu'ils suivent une formation pédagogique adaptée au niveau d'enseignement visé.

Cette révision des programmes et des modalités de recrutement s'inscrit dans un contexte de refonte globale du système éducatif, où l'accent est mis sur l'amélioration des apprentissages, la formation continue des enseignants et l'intégration des nouvelles technologies dans les méthodes pédagogiques.

Avec ces réformes, le ministère entend poser les bases d'une école algérienne plus équitable, moderne et conforme aux standards internationaux, tout en respectant les spécificités culturelles et sociales du pays.

Lynda Louifi

COOPÉRATION ALGÉRO-OMANAISE

Une dynamique élargie dans le domaine de la santé

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a évoqué les relations de coopération privilégiées entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, lors de sa rencontre avec son homologue omanais, Hilal bin Ali Al Sabti. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du ministère.



Lors de la rencontre tenue en marge de la Conférence régionale « One Health » (Une seule santé), organisée les 14 et 15 juin à Tunis, les deux ministres, mettant en avant les relations fraternelles et historiques profondes entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, ont exprimé leur satisfaction « quant au niveau de partenariat qui reflète la volonté des dirigeants des deux pays de renforcer les liens de coopération dans divers domaines, notamment dans le secteur de la santé ».

Le lancement d'un programme commun d'interventions chirurgicales en cardiologie pédiatrique, menées par des équipes mixtes algéro-omanaises, a été au cœur des discussions, l'objectif étant de favoriser la transmission d'expertises, la consolidation des compétences médicales et l'amélioration de la prise en charge des enfants souffrant de pathologies cardiaques complexes. A également été évoquée la mise en place d'une unité conjointe de fabrication de médicaments, couplée à la création d'un Centre national du médicament au Sultanat d'Oman, en coordination étroite avec la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) en Algérie. L'ambition est de dynamiser les capacités de production et de distribution pharmaceutiques, tout en jetant les bases d'une complémentarité industrielle entre les deux pays, et ce au service de la souveraineté sanitaire régionale.

A l'issue de cette entrevue, les deux responsables ont convenu de maintenir une concertation régulière et d'accélérer la mise en œuvre des projets définis dans une perspective de coopération durable et stratégique.

Par ailleurs, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Saïhi, lors de son intervention dans le cadre de ce sommet régional inédit, a présenté la stratégie nationale fondée sur la synergie intersectorielle. Il a souligné, d'emblée, que « l'Algérie a fait le choix d'un développement équitable, orienté vers la réduction des disparités sociales et territoriales, avec la santé comme levier central de l'action publique ».

Fidèle à cette orientation, l'Etat a mis en œuvre une série d'initiatives coordonnées entre les secteurs de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, des ressources en eau, de l'industrie et du commerce. Dans son intervention, le ministre a détaillé les principaux instruments déployés à l'échelle nationale dont trois plans structurants en constituent la colonne vertébrale.

Le premier est le Plan national d'action conjointe en matière de santé et d'environnement, destiné à atténuer les impacts de la dégradation écologique sur la santé humaine. Il repose sur une articulation entre les niveaux local et central, avec un financement intégralement assuré par l'Etat. Le second est le Plan national de sécurité sanitaire des aliments, dont l'objectif est de réduire les maladies liées à une alimentation contaminée. Il prévoit, entre autres, le renforcement des inspections sanitaires, la création d'une instance scientifique d'évaluation des risques, et une campagne de sensibilisation d'ampleur nationale. Enfin, le troisième axe d'action s'attaque à une problématique de plus en plus préoccupante, celle de la résistance aux antimicrobiens. L'Algérie y répond à travers un plan stratégique national de lutte contre la résistance antimicrobienne, déployé en partenariat avec des organismes internationaux comme la FAO et l'OIE. Ce plan entend réguler l'usage des antibiotiques dans les secteurs humain et vétérinaire, et ce afin de prévenir une perte de contrôle thérapeutique.

APPEL À L'UNITÉ AVEC LA DÉCLARATION DE CARTHAGE

Couronnant cette conférence, signée par les représentants de 17 pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la Déclaration de Carthage a jeté les bases d'un engagement commun en faveur de l'approche « One Health ». Elle énonce six piliers majeurs, au premier rang desquels est plébiscitée l'intégration systématique de cette approche dans les politiques publiques nationales.

Elle a également appelé à la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de surveillance multisectorielle, à un renforcement des capacités locales et à une meilleure inclusion des populations vulnérables. Une dimension humaine jugée fondamentale par les signataires.

Parmi les décisions marquantes de la conférence, il a également été convenu la création d'un centre régional pour « Une seule santé », qui sera implanté en Tunisie. Ce hub régional aura pour mission de coordonner les actions des pays membres, former les professionnels et servir de plate-forme d'échange scientifique. La Déclaration de Carthage se veut aussi un appel à la solidarité régionale et à la mobilisation collective. Elle invite gouvernements, institutions, société civile et secteur privé à œuvrer ensemble, avec responsabilité, à la construction d'un système de santé résilient. Face aux pandémies, à la crise écologique, à l'urbanisation galopante et à l'effondrement de la biodiversité, l'approche « Une seule santé » s'impose comme une nécessité. Elle repose sur une vérité simple : la santé humaine est indissociable de celle des animaux et de leur environnement. L'Algérie, à travers son engagement réitéré à Tunis, montre qu'elle est prête à relever ce défi avec courage, méthode et conviction.

Sihem Bounabi

ALGÉRIE – ESPAGNE

Perspectives d'une coopération prometteuse

C'EST SOUS le sceau du renforcement de la coopération économique que s'est ouvert hier, à Alger, le Forum économique algéro-espagnol, avec des entreprises des deux pays activant dans divers domaines, actant ainsi un nouveau point de départ pour la coopération économique entre l'Algérie et l'Espagne.

Près d'une vingtaine d'entreprises espagnoles et plus de 40 algériennes se sont rencontrées dans l'objectif d'identifier et d'examiner de nouvelles opportunités de partenariat. Organisé par le Cercle de commerce et d'industrie algéro-espagnol (CCIAE), en collaboration avec le Cercle de commerce et d'industrie hispano-algérien (CCIHA) et la Chambre de commerce d'Alicante, ce forum, placé sous le thème « Opportunités de renforcer les relations économiques et commerciale avec l'Algérie », se veut l'espace idéal pour échanger et mieux s'informer sur les opportunités de partenariat entre les deux parties. L'objectif principal est de renforcer les relations commerciales et d'investissement entre les entreprises espagnoles, en particulier celles liées au port d'Alicante, et les entreprises algériennes, et ce en favorisant l'exploration de nouvelles opportunités de coopération et la création d'alliances stratégiques, selon les organisateurs.

L'importance de cette rencontre a été soulignée par les organisateurs ainsi que par les participants. Le président du Cercle de commerce et d'industrie algéro-espagnol, Djamel Eddine Bouabdellah, a qualifié ce forum de « nouveau point de départ pour la coopération économique entre l'Algérie et l'Espagne ». « C'est une rencontre clé pour démontrer que la situation est bel et bien dégelée et que l'échange est désormais concret », a-t-il ajouté, soulignant la nécessité de partir sur de nouvelles bases. Selon lui, il ne faut pas revenir avec les anciens réflexes, d'autant que chaque pays a opéré au sein de ses politiques économiques des changements et des améliorations qu'il faut prendre en considération.

Signalant la participation de 17 entreprises espagnoles et plus de 40 algériennes, lesquelles activent dans divers domaines, à l'instar des services, de l'agriculture et du bâtiment, M. Bouabdellah a fait savoir que des entreprises de l'est de l'Espagne, lesquelles collaborent le plus avec l'Algérie, de Barcelone jusqu'à Alméria, ont été conviées à cette manifestation économique, en vue de consolider le partenariat. Il a ainsi mis en avant les opportunités qu'offre l'Algérie aujourd'hui. « Notre rôle c'est de mettre en évidence ces opportunités pour attirer les sociétés espagnoles vers l'Algérie. L'intérêt est là du côté espagnol, car ils veulent diversifier leur portefeuille clients », a-t-il précisé, rappelant le fait que l'Algérie était une destination importante pour les opérateurs espagnols, et donc pourquoi pas redevenir une destination de choix. Le président de la Chambre de commerce de la communauté valencienne, Juan Herrera, a de son côté affirmé que « le moment est venu pour reprendre concrètement notre coopération ». « Après la crise commerciale entre les deux pays, j'estime que c'est le bon moment pour reprendre », a-t-il indiqué, mettant en avant les grandes opportunités de l'Algérie, qui est aussi une porte vers l'Afrique. Affirmant que ce Forum représente une réelle opportunité pour les opérateurs espagnols, il estime que le moment est venu pour poser de nouveaux jalons de coopération, surtout que de nouvelles règles de jeux sont adoptées. Pour M. Herrera, il ne s'agit plus de bâtir la relation sur le commerce, il faut penser désormais, par exemple, à créer des entreprises mixtes. Cette manifestation économique, qui prendra fin demain et est notamment marquée par des rencontres B2B, des forums sectoriels et des networking prévus pour aujourd'hui, a été une occasion pour la partie algérienne de présenter de nouveau le cadre d'investissement et les opportunités offertes dans divers secteurs.

Lilia Aït Akli



CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

D'importants moyens mobilisés à Médéa

LE COUP d'envoi de la campagne moisson-battage 2025 dans la wilaya de Médéa a été donné, hier, par le wali Djillali Doumi, à partir de l'exploitation agricole Si Dhaoui dans la commune de Hannacha (20 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya). Pour ce faire, le secteur a mobilisé d'importants moyens pour les besoins de la campagne en renforçant son parc d'équipements agricoles comptant 26 moissonneuses-batteuses, 9 ensacheuses, 22 presses à balles et 15 presses à paille.

La campagne a commencé plus tôt dans certaines zones steppiques de la wilaya où pas moins de 4 327 ha ont déjà été moissonnés, selon les données fournies à l'occasion du lancement de la campagne moisson-battage.

Le wali a déclaré à cette occasion qu'il y a lieu de soutenir les agriculteurs et de faciliter le processus de livraison des récoltes, et ce, en renforçant les points de collecte et en facilitant le versement des sommes dues aux fellahs.

Le chef de l'exécutif a insisté sur la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation sur la protection des récoltes contre les incendies, demandant aux responsables de la direction des services agricoles de «créer un comité chargé d'évaluer les livraisons effectuées auprès de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Berrouaghia.

Cette dernière a, dans le cadre de sa mission la collecte et le stockage des récoltes, commencé, dès la fin du mois de mai, à accueillir les véhicules de gros tonnage remplis de céréales en provenance des coopératives du sud du pays.

Plusieurs cargaisons de semences ont été réceptionnées et déchargées dans les silos de la Coopérative avec une moyenne de 3 000 quintaux de céréales par jour et a mis son personnel en situation de permanence, soit en travail 24 heures/24 pour accueillir les véhicules en provenance du Sud et recevoir les récoltes des fellahs de la région. Etant donné que la chaîne de réception des cargaisons passe par «les phases de pesage, de vérification de la qualité des semences une fois élaguées des impuretés et de l'envoi d'échantillons des graines au laboratoire d'analyse pour agréage».

En outre, la CCLS a entrepris une campagne de sensibilisation en direction des fellahs et producteurs de céréales de la wilaya de Médéa sur la nécessité de livrer la totalité de leur récolte en céréales (blé dur, blé tendre et orge) à la Coopérative à travers ses différents points de collecte disséminés au niveau des principales communes céréalières.

Car est-il rappelé, la livraison de la récolte à la CCLS relève du régime contractuel liant les producteurs, en application de l'article 3 de la loi de finances complémentaire 2022.

Nabil B.

NOUVELLE COMPAGNIE AÉRIENNE DES LIGNES INTÉRIEURES

Passer à la vitesse supérieure

Le projet de création et d'exploitation de la nouvelle ligne aérienne intérieure était à l'ordre du jour d'une réunion de coordination tenue, hier, entre les différentes parties prenantes et présidée par le ministre des Transports, Saïd Sayoud, lequel a appelé à accélérer les procédures pour respecter les délais.



La concrétisation de ce projet, considéré comme stratégique car permettant de transporter un plus grand nombre de voyageurs se déplaçant entre les différentes villes du pays mais aussi d'alléger le poids sur la société-mère Air Algérie, est une promesse des plus hautes autorités du pays.

A ce propos, le ministre des Transports a tenu à souligner que les délais devraient être respectés. Il a affirmé qu'il y a «nécessité d'accélérer toutes les procédures» liées à la création de la nouvelle compagnie domestique et à sa mise en service dans les délais impartis, et ce en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a-t-il rappelé, selon un communiqué du ministère des Transports.

«Nous devons être à l'heure et nous prendrons toutes les mesures nécessaires le plus rapidement possible pour assurer le lancement efficace et réussi de ce projet stratégique», a insisté le ministre.

Au cours de la réunion de coordination, plusieurs instructions ont été données par le premier responsable du secteur des transports pour une fluidité des différentes opérations et étapes entrant dans le cadre de la réalisation de cet ambitieux projet, désormais inscrit parmi les priorités du gouvernement.

A ce titre, Saïd Sayoud a insisté sur «l'intégration immédiate de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires à la réussite du projet, y compris les équipes techniques et les moyens généraux». Des instructions ont été également données dans le cas où le projet se retrouve face à des accrocs.

Pour le ministre, il n'est pas question de s'y attarder mais d'agir et de faire en sorte d'»éliminer tous les obstacles sans délai», et ce en prenant rapidement les mesures nécessaires. Il s'agit également de «régler toutes les questions juridiques et financières en suspens dans les plus brefs délais».

Afin que la machine soit bien huilée et qu'il n'ait pas de rupture dans la mise en œuvre du projet, M. Sayoud a fait savoir qu'il y aura création d'un groupe de travail technique multisectoriel, chargé du suivi sur le terrain. Ce groupe de travail devra soumettre un rapport hebdomadaire détaillé. Les différentes parties prenantes devront, ainsi, selon le ministre, adopter un dialogue responsable et sérieux pour éviter les retards et assurer une coordination efficace. Pour sa part, le président-directeur général de la compagnie d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, a confirmé que la compagnie qu'il dirige a déjà commencé à mettre en œuvre les directives du ministre, conformément à la décision du président de la République. Il a noté qu'Air Algérie dispose d'une vision stratégique claire pour assurer un bon démarrage à la nouvelle compagnie, notamment en améliorant la connectivité aérienne entre les différentes wilayas du pays.

Présent à la réunion, le secrétaire général du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables a également confirmé la mise en œuvre des mesures liées à son secteur, conformément au calendrier établi, réitérant son plein soutien aux efforts du ministère des Transports.

Cette réunion représente, selon le département de Sayoud, «une étape pratique importante vers la réalisation du projet de développement du transport aérien intérieur», reliant les différentes wilayas par un réseau de transport moderne et régulier qui contribuera à renforcer le développement économique et social au niveau national.

T. Gacem

PRODUCTION DE BLÉ DUR

L'autosuffisance garantie pour 2026

LES PRÉVISIONS optimistes sur la production céréalière pour la campagne 2024/2025, notamment le blé dur se précisent.

Le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, a affirmé que la production de blé dur attendue durant cette saison agricole permettra d'assurer l'autosuffisance nationale pour toute l'année 2026.

A partir de la wilaya de Chlef où il a donné, avant-hier, le coup d'envoi officiel de la campagne de moisson-battage pour les wilayas du Nord et des Hauts-plateaux, Cherfa a assuré que cette campagne était prometteuse avec «une production attendue de blé dur nous permettant d'assurer l'autosuffisance et de ne pas importer ce produit pour l'année 2026». Le ministre a ajouté qu'il s'agissait d'un objectif fixé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Pour l'orge, il a indiqué que «nous avons beaucoup évolué, et nous allons pouvoir couvrir une bonne période de l'année prochaine à partir de la production nationale», assurant que la production de cette année sera «beaucoup mieux» que celle de l'année dernière, et qu'elle enregistrait une cadence positive d'année en année.

Concernant la production céréalière dans les wilayas du sud, le ministre a fait savoir qu'une récolte excellente a été réalisée avec des rendements très prometteurs dépassant les 55 quintaux à l'hectare, et allant jusqu'à 80 qx/ha.

Pour de qui du Colza cultivé sur une superficie globale de 21 000 ha à l'échelle nationale, Cherfa a souligné que cette culture industrielle, dont les unités de trituration sont disponibles au niveau national, va «renforcer la production de l'huile de table dans le pays».

Quant au Soja, emblavé sur une superficie de 100 ha comme première expérience nationale, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de réserver plus d'exploitations agricoles pour sa culture dans le but d'arriver à une production nationale assez confortable.

Il a expliqué, dans ce contexte, que le soja ne se cultivait pas uniquement pour sa trituration et sa transformation en huile, mais également pour fabriquer l'aliment de bétail.

L'ASSAINISSEMENT DU FONCIER AGRICOLE EN MARCHE

Sur le dossier du foncier agricole, le ministre a annoncé l'entame de l'assainissement du foncier agricole, après la mise en place d'une circulaire conjointe entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, celui des Finances, et également de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, pour prendre en charge plus de 90 problématiques posées.

Il a estimé que ce nouveau dispositif promettait de bonnes perspectives pour le secteur de l'agriculture et que l'administration a un rôle de «l'accompagner, l'assister et assurer la vulgarisation qu'il faut».

Des comités de wilayas vont désormais se pencher sur le dossier.

Le ministère de l'Agriculture, saisira en effet, dès dimanche, les walis pour procéder à l'installation des comités de wilayas chargés de l'assainissement du foncier agricole, selon la directrice générale de l'Investissement et du Foncier au ministère, Souad Assous, qui dans sa déclaration à l'Agence officielle, a précisé que ces comités seront également mis en place au niveau des daïras et comprendront des représentants des secteurs concernés: agriculture, finances, intérieur et hydraulique.

Leur mission portera sur le recensement, l'examen et le traitement des questions foncières, avec un suivi assuré via la plateforme numérique du ministère.

M. B.

STRESS HYDRAULIQUE

MISE EN PLACE D'UN COMITÉ DE VEILLE

Un comité national de prévention des maladies hydriques, placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, a été officiellement créé dans l'objectif de consolider la coordination, l'expertise et la réactivité des institutions face aux risques épidémiques, tout en instaurant une culture de la prévention durable au service de la sécurité sanitaire de tous les citoyens.



Dans une démarche résolument proactive pour préserver la santé des citoyens et prévenir les maladies transmissibles par l'eau, un nouveau décret exécutif vient d'être publié au Journal officiel. Signé par le Premier ministre, Mohamed Nadir Larbaoui, le texte consacre la création d'un comité national de prévention des maladies hydriques, adossé à un dispositif de veille, de surveillance et d'alerte précoce, couvrant l'ensemble du territoire national, et ce afin de veiller à la protection de la santé publique face aux risques d'épidémies liées à l'eau.

Publié dans le Journal officiel n°35 en date du 10 juin 2025, le décret exécutif n°25-150, daté du 2 juin modifié, complète le décret n°19-196 du 10 juillet 2019. Il élargit significativement les prérogatives de cette instance interministérielle, qui devient un véritable organe stratégique et opérationnel de la politique nationale de prévention des maladies transmises par l'eau.

Chargée de piloter, coordonner et évaluer les actions de prévention, la nouvelle instance aura pour mission principale d'élaborer et de suivre les programmes nationaux de lutte contre les maladies hydriques. Elle assurera la collecte et l'analyse des données épidémiologiques de terrain, construira une base de données nationale fiable et actualisée, et analysera les indicateurs de risque sanitaire en lien avec l'ensemble des départements concernés, les institutions nationales et les organes consultatifs.

Le comité pourra également formuler des propositions scientifiques et techniques, en s'appuyant sur les expertises nationales, pour anticiper les crises sanitaires potentielles. Un rapport annuel d'évaluation sera remis aux autorités supérieures de l'Etat. Présidé par le ministre de l'Intérieur ou son représentant, ce comité réunit une vingtaine de ministères aux compétences variées, allant des ministères de la Santé à l'Environnement, en passant par l'Education, les Transports, l'Agriculture, l'Industrie, l'Urbanisme ou encore le Tourisme. Y siègent également les secrétaires généraux de nombreux départements stratégiques ainsi que des représentants des institutions, à l'instar du Haut Conseil de sécurité sanitaire via l'Agence nationale de sécurité sanitaire, l'institut Pasteur d'Algérie, l'Institut national de santé publique, l'Algérienne des eaux, l'Office national de l'assainissement et l'Observatoire national de la société civile. La composition élargie de cette structure traduit la volonté des pouvoirs publics de miser sur une approche intégrée, articulant veille sanitaire, expertise technique, coordination intersectorielle et action territoriale. Le comité pourra, en outre, s'adjoindre le concours d'experts ou d'organismes externes, selon les besoins. Afin de garantir une capacité de réaction rapide, le dispositif repose sur un système d'alerte précoce, opérationnel dès la détection du moindre signe de menace épidémique. Ce mécanisme serait alimenté par les remontées de terrain, les données sanitaires et les rapports d'observation, et devrait permettre une mobilisation coordonnée et immédiate des ressources.

Le texte prévoit également la création de comités locaux de prévention au niveau des wilayas et des circonscriptions administratives, afin d'assurer le relais de l'action nationale sur le terrain, en lien direct avec les réalités locales et les risques spécifiques à chaque région.

Il convient de noter que dans un contexte marqué par les défis climatiques, la vulnérabilité des réseaux hydriques et la persistance de certaines maladies à transmission hydrique, à l'instar du choléra ou de la fièvre typhoïde, ce décret intervient à point nommé. Les autorités concernées confirment ainsi leur attachement à une gouvernance sanitaire moderne et anticipative, plaçant la prévention au cœur des politiques publiques.

Sihem Bounabi

HÔPITAL DE 500 LITS À TIZI OUZOU

Belaribi exige des résultats avant septembre

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a effectué hier une visite d'inspection sur le chantier de l'hôpital de 500 lits de la wilaya de Tizi Ouzou. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi rapproché des projets structurants du secteur et de l'accélération de leur réalisation. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

Dès son arrivée, le ministre a entamé une tournée des différents pavillons du complexe hospitalier en construction. Constatant l'état d'avancement des travaux, il a insisté sur l'impératif d'intensifier la cadence du chantier. Actuellement, 1 100 ouvriers sont mobilisés sur le site. M. Belaribi a instruit les responsables d'atteindre rapidement un effectif de 1 500 travailleurs, afin de finaliser les opérations de bétonnage avant la fin septembre 2025.

Lors d'une réunion technique tenue sur place, des explications détaillées ont été fournies au ministre concernant l'évolution du projet. À l'issue de cette séance, il a ordonné le lancement immédiat des travaux secondaires et techniques, en appelant à une planification rigoureuse des étapes restantes, notamment en ce qui concerne l'acquisition des équipements essentiels, tels que les systèmes de ventilation, de chauffage, la plomberie sanitaire, la menuiserie et les installations de fluides médicaux. Dans ce contexte, il a rappelé que la priorité devait être accordée aux produits d'origine nationale, conformément aux dispositions du Code des marchés publics, renforçant ainsi le soutien à l'économie locale. Le ministre a également suivi l'état d'avancement des travaux de construction des murs de soutènement, dont 160 mètres ont été réalisés sur les 500 mètres prévus. Il a ordonné à l'entreprise de réalisation, Cosider Travaux publics et Ouvrages d'art, de multiplier les ateliers actifs sur le chantier. Il a également donné instruction de lancer les travaux liés à l'assainissement, au drainage des eaux pluviales et à l'alimentation en eau potable, considérés comme des éléments clés pour garantir le respect des délais fixés.

Aymen D.

L'ONSC TIENT SA 7e SESSION

Nouvelle feuille de route validée

L'OBSERVATOIRE national de la société civile (ONSC) a tenu avant-hier sa septième session ordinaire dans un climat d'échanges riches et constructifs, consolidant ainsi son rôle d'accompagnateur stratégique de la dynamique sociétale nationale. Cette réunion a marqué une étape clé dans le renforcement des capacités de l'ONSC et dans la définition des priorités pour l'année 2025, a indiqué hier un communiqué de l'ONSC.

La session, qui a rassemblé les membres du Conseil ainsi que des représentants de diverses composantes de la société civile, a été marquée par l'adoption unanime du plan annuel actualisé de l'ONSC pour 2025. Ce plan intègre une série d'objectifs ambitieux et de mesures concrètes destinés à renforcer l'efficacité de la société civile dans ses missions, notamment en matière de participation citoyenne, d'accompagnement des initiatives sociales, et de coordination des efforts à l'échelle nationale. Dans son allocution, Mme Ibtissem Hamlaoui, présidente de l'Observatoire, a rappelé l'importance de cette session pour la consolidation de l'action de l'ONSC. Elle a souligné que cette instance joue désormais un rôle central dans l'accompagnement stratégique des mouvements associatifs et des acteurs sociétaux.

«Nous réaffirmons notre engagement à poursuivre un travail de terrain dynamique, en coordination avec tous les acteurs concernés, pour défendre et promouvoir les intérêts de notre pays», a-t-elle déclaré. Mme Hamlaoui a également salué «les efforts remarquables» déployés par les membres de l'ONSC dans la promotion de la performance associative à travers le territoire national.

Parmi les points importants de cette session, la présentation détaillée du calendrier des activités programmées pour la période à venir a retenu l'attention. Plusieurs initiatives nationales majeures y figurent, notamment la préparation de la participation de l'Observatoire aux célébrations officielles de la fête de l'Indépendance et de la fête de la Jeunesse. L'organisation de rencontres interactives avec les acteurs associatifs locaux et nationaux fait également partie des projets phares. Par ailleurs, l'ONSC prépare l'organisation d'universités d'été destinées à former et renforcer les compétences des membres de la société civile, offrant ainsi un espace d'échange et de montée en expertise.

Par ailleurs, un exposé sur le processus d'élaboration du rapport général des activités a été présenté. Ce document de référence vise à suivre et à documenter de manière rigoureuse les efforts, initiatives et impacts de la société civile sur la période écoulée. Ce rapport sera un outil précieux pour évaluer les progrès réalisés et orienter les actions futures de l'Observatoire. Sur le plan organisationnel, la session a également permis l'élection des nouvelles structures du Conseil de l'ONSC, ainsi que des membres du bureau et des présidents des commissions permanentes. La nouvelle composition des commissions thématiques a été dévoilée, témoignant d'une volonté affirmée de renforcer la complémentarité et la coordination entre les différentes composantes du Conseil. Ces mesures organisationnelles visent à accroître l'efficacité et la cohérence de l'action menée par l'Observatoire.

La session s'est soldée par l'adoption d'une série de recommandations reflétant un esprit de responsabilité collective et un engagement commun à promouvoir le rôle vital de la société civile à travers l'ensemble du pays. Parmi ces recommandations figure un soutien affirmé à la cause du Sahara occidental.

Les membres de l'ONSC ont réitéré leur appui au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, en conformité avec les principes du droit international et la Charte des Nations Unies, témoignant ainsi de leur solidarité avec les peuples en quête de justice.

M. B.

RYM ALI, PRÉSIDENTE DE LA FONDATION ANNA LINDH, AU *JI*

«L'Algérie peut rayonner en matière d'éducation aux médias»

Propos recueillis par Ryma Rouibi

Algérienne de naissance, Rym Ali est l'épouse du prince jordanien Ali bin Al-Hussein. Elle a fondé l'Institut jordanien des médias, forte de son expérience journalistique en tant que reporter de guerre pour le compte de la chaîne CNN, lors de la seconde guerre du Golfe (2003). La fille de l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi, est également la directrice de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh. Une organisation intergouvernementale qui réunit des organisations de la société civile, des institutions, les pouvoirs publics et des acteurs du changement de toute la région euro-méditerranéenne. Dans cet entretien, Rym Ali revient sur l'importance de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) dans la promotion d'un journalisme responsable, citoyen et juste.

Le Jeune Indépendant : Comment pouvez-vous résumer l'importance de l'EMI, l'éducation aux médias et à l'information, dans le monde d'une manière générale et dans le monde arabe en particulier ?

Rym Ali : Je dois dire que cela revêt une importance toute particulière dans le monde arabe. Vous avez peut-être entendu la doyenne de l'Institut que j'ai fondé (l'Institut jordanien des médias, ndlr) dire que, parfois, cela peut être une question de vie ou de mort. Dans notre région, c'est très souvent le cas, et nous l'avons vu récemment. Les gens doivent savoir ce qui se passe. C'est d'autant plus important que les jeunes évoluent dans un paysage médiatique dominé par les médias sociaux, et ce dans une ère hyper-médiatisée. C'est un environnement complexe, truffé de fake news et où la technologie est souvent utilisée pour désinformer. C'est donc très compliqué pour les gens, notamment les jeunes, de distinguer le vrai du faux, et cela peut donc pousser ces jeunes à passer à l'action, parfois de façon tragique.

Pour moi, l'EMI est une sorte d'alphabétisation. C'est donc aussi essentiel que ne l'était l'alphabétisation il y a 50 ans, lorsqu'il y avait des campagnes dans ce sens. Aujourd'hui, c'est ça l'alphabétisation moderne, et c'est d'autant plus important dans notre région qu'il existe un écart entre le Nord et le Sud en matière d'éducation aux médias. Il faut absolument réduire cet écart, voire le faire disparaître, pour que tout le monde puisse progresser sur un pied d'égalité.

Vous avez créé l'Institut jordanien des médias et vous avez réussi à introduire l'éducation aux médias et à l'information dans les programmes scolaires en Jordanie en 2016. Cependant, le monde arabe accuse toujours du retard. Pensez-vous que nous avons aujourd'hui les moyens, dans le monde arabe et en Algérie en particulier, pour introduire l'éducation aux médias et à l'information, sachant qu'à l'Ecole de journalisme d'Alger (ENSJSI), l'EMI a été introduite dès 2018 ?

Je pense que les moyens existent mais il serait bénéfique de profiter des soutiens disponibles ici et là. Vous savez que la Semaine d'éducation aux médias et à l'information (Global Media and Information Literacy Week) s'est tenue en octobre 2024 à Amman.

Cet événement a notamment abouti à l'adoption de la Déclaration d'Amman, à l'issue de cette grande conférence organisée par l'UNESCO. Une fois encore, cette conférence a souligné l'importance de trouver des fonds, qui seront gérés par l'UNESCO elle-même ou encore localement. Il faut surtout garantir des financements à l'échelle régionale, y compris dans le monde arabe. Recevoir des soutiens de différentes parties est essentiel, car c'est là un investissement capital. On critique les médias mais ces derniers ne bénéficient pas de moyens financiers appropriés.

Je pense qu'un pays comme l'Algérie a la capacité d'investir dans ce domaine et qu'elle pourrait tout à fait rayonner dans ce domaine. J'insiste sur le fait que cela n'est pas un luxe, mais une nécessité. Lorsqu'on décide où investir, l'éducation aux médias doit faire partie des priorités d'une société.

Quand on parle d'éducation aux médias, il ne s'agit pas que d'outils de vérification, mais aussi de la promotion de l'esprit critique. Aujourd'hui, peut-on atteindre cette autonomie critique et cette liberté décisionnelle ?

Je pense que oui mais encore faudrait-il que l'esprit critique soit cultivé dès l'enfance. Or, malheureusement, beaucoup de systèmes éducatifs dans notre région n'encouragent pas l'esprit critique, bien au contraire. C'est pourquoi le rôle de l'éducation aux médias dans notre région est essentiel. Beaucoup de jeunes n'ont pas développé cet esprit critique car ils n'ont pas grandi dans un environnement propice.

Aussi, ces formations peuvent vraiment les aider à avoir ce questionnement systématique face à tout ce qu'ils voient à l'antenne et à toutes les images auxquelles ils sont confrontés. On est, en fait, dans une culture dominée par l'image, TikTok, Instagram… Les jeunes d'aujourd'hui ne communiquent presque plus que par l'image, c'est pourquoi il est crucial qu'ils apprennent à vraiment remettre en question tout ce qu'ils voient et tout ce qu'ils entendent. Je le dis et je le répète, ces choses-là ne se font pas en un jour.

Ce sont des processus qui demandent à être nourris, développés et implantés graduellement. C'est un peu comme pour la démocratie : on ne devient pas une démocratie du jour au lendemain, il faut y consacrer du temps et consentir des efforts.

Vous avez évoqué deux notions : l'intelligence humaine et la responsabilité. Selon vous, est-ce là l'équation indispensable pour promouvoir l'éducation aux médias ?

Il faut surtout se rappeler que nous ne sommes pas nécessairement victimes de ces technologies. Il est vrai que beaucoup de jeunes le sont, avec des conséquences dramatiques, comme les cas de suicide sur les réseaux sociaux, mais ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que nous avons toujours le choix. Encore faut-il avoir les bons outils pour faire ces choix.

D'où l'importance de l'éducation aux médias et à l'information, qui va permettre aux jeunes d'exercer leur libre arbitre, de développer leur esprit critique et de ne pas subir passivement ce qu'ils voient ou entendent. Je me souviens d'un professeur qui me disait : « Attention, il ne faut pas



parler d'intelligence artificielle ! C'est une contradiction en soi, parce que l'intelligence est éminemment humaine ». Et c'est justement cette intelligence qu'il faut cultiver dès le plus jeune âge.

Vous avez couvert la question des armes de destruction massive en Irak pour la CNN. Vous avez expliqué, à maintes reprises, avoir alerté les observateurs de l'ONU, affirmant qu'il n'y avait pas de preuves quant à la présence d'armes de destruction massive. Pourtant, cette idée a été largement exploitée par l'Administration de Bush pour justifier l'invasion de ce pays. Cette expérience a-t-elle été une raison supplémentaire de promouvoir l'éducation aux médias ?

A chaque fois qu'on me demande de parler de l'éducation aux médias, je repense justement à cette période. Comme je l'ai souvent dit, à l'époque, nous avons parcouru le pays.

Nous savions donc ce qui se passait sur le terrain. Les inspecteurs de l'ONU visitaient tous les sites et le gouvernement irakien s'arrangeait pour que les journalistes internationaux puissent les suivre partout. Il y avait une volonté de montrer qu'il n'y avait rien à cacher. Cependant, le gouvernement irakien ne faisait jamais de déclaration claire et officielle, affirmant qu'il n'y avait aucune arme de destruction massive. C'était là une forme d'ambiguïté qui a pu être exploitée.

Tout cela reposait donc sur un mensonge. Je pense ici à l'ouvrage de la philosophe allemande Hannah Arendt sur le mensonge et la violence. Pouvons-nous dire que les Etats-Unis ont envahi l'Irak sur un mensonge pour légitimer la violence ?

Absolument, tout cela reposait sur un mensonge qui a conduit à une grande violence. Je me souviens très bien de cette période. A l'époque, les réseaux sociaux qu'on connaît aujourd'hui n'existaient pas, on commençait à peine à découvrir les blogs. C'était très intéressant, mais pour une journaliste comme moi qui n'était pas blogueuse, c'était un nouveau monde. Il y avait des choses intéressantes dans les blogs qui attiraient mon attention.

Cela devenait compliqué lorsque le bureau considérait ces blogs comme des sources d'information à part entière, me demandant d'aller voir sur place. Ça c'était inacceptable. Le travail journalistique doit reposer sur des critères bien définis.

Depuis, les médias et le monde de l'information en général ont énormément évolué. Ce n'est plus tout à fait le même métier. On ne travaille plus de la même manière en même temps, c'est pourquoi j'ai fondé l'Institut jordanien des médias. La technologie change, la façon de travailler, elle aussi, peut changer mais les principes et l'éthique ne doivent en aucun cas changer. C'est ce qu'il faut transmettre aux journalistes de demain.

Votre expérience comme correspondante de CNN a été une sorte de motivation pour vous ?

Justement, je tire les enseignements de mon expérience pour essayer d'améliorer, autant que possible, les choses et de contribuer à les changer. L'éducation aux médias, c'est justement s'assurer que la vérité puisse prévaloir. C'est aussi permettre aux gens, notamment les jeunes, de distinguer le vrai du faux ou du moins reconnaître le faux pour arriver au vrai. C'est ça l'espoir.

Si vous aviez un message à faire passer pour la promotion de l'éducation aux médias, en particulier dans un contexte aussi sensible surtout avec ce qui se passe à Gaza, quel serait-il ? D'autant qu'il semble qu'aujourd'hui, l'Occident n'a plus le droit de donner de leçons de liberté d'expression.

C'est clair, la liberté d'expression de la presse est à l'arrêt. Tout à l'heure, on m'a demandé de définir, en un mot, qu'est-ce que la liberté de la presse, et ce à l'occasion de la Journée de la liberté de la presse. J'aurais voulu dire que la liberté de la presse c'est pouvoir s'exprimer sans contrainte, mais aujourd'hui, la liberté de la presse c'est la vérité, et celle-ci ne peut être à deux vitesses.

Il ne peut pas y avoir une vérité selon laquelle l'occupation est inacceptable en Ukraine mais tolérée, voire justifiée, en Palestine. Il ne peut pas y avoir une vérité dans laquelle la mort d'un civil en Ukraine suscite l'émotion, l'indignation — et à juste titre — alors que la mort de civils palestiniens, d'enfants palestiniens, dans le cadre d'un génocide, d'un nettoyage ethnique, passe sous silence ou est relativisée.

Ce drame, nous le vivons aujourd'hui grâce aux réseaux sociaux parce que les médias internationaux ne sont toujours pas autorisés à Gaza. Cela ne veut pas dire que les journalistes palestiniens ne font pas un boulot extraordinaire, mais ils sont, malheureusement, ciblés et tués systématiquement. On parle de plus de 200 journalistes assassinés.

Ce n'est pas anodin. Alors non, il ne peut y avoir de liberté de presse à deux vitesses et il ne peut y avoir de liberté à deux vitesses. C'est très inquiétant parce qu'on pensait ces valeurs humaines et universelles. Il est temps de se rappeler ces valeurs, des deux côtés de la Méditerranée, au Nord comme au Sud. Sinon c'est quoi la conclusion ? Qu'il y a des êtres humains quelque part et des êtres non humains ailleurs ? Non, si nous croyons que tous les êtres humains sont égaux, alors il faut agir en conséquence.

L'éducation aux médias peut-elle nous aider à sortir de ce dilemme ?

Oui, l'éducation aux médias peut aider énormément, et c'est pour cela que je l'encourage vivement. Cependant, l'éducation aux médias et à l'information, à elle seule, ne suffit pas. L'EMI fera une partie du travail, en permettant de distinguer le vrai du faux, mais après cela, il faut avoir le courage de dire la vérité et de prendre position en toute conscience.

DIPLOMATIE EN FAÇADE, SOUTIEN MILITAIRE EN COULISSES

Le double jeu américain

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a tenu les États-Unis pour partie responsables de l'agression israélienne, affirmant qu'une telle opération n'aurait pas pu être menée sans leur soutien logistique et leur coordination militaire. Selon lui, l'implication américaine est l'une des principales raisons du blocage des négociations nucléaires en cours.

Téhéran affirme détenir des preuves « solides et irréfutables » indiquant que des bases militaires américaines dans la région ont facilité les frappes israéliennes. Araghchi a notamment évoqué les propos du président américain Donald Trump, qui aurait laissé entendre que l'attaque n'aurait pu se produire sans l'équipement américain, tout en suggérant de futures étapes coordonnées, ce que l'Iran considère comme une confirmation implicite de la complicité de Washington.

En réaction au démenti officiel américain concernant leur rôle dans l'attaque contre le site nucléaire de Natanz, le diplomate iranien a rejeté ces déclarations, les qualifiant d'« incompatibles avec les faits constatés sur le terrain ». Il a invité les États-Unis à condamner publiquement l'agression israélienne s'ils veulent prouver leur neutralité, ajoutant que les messages privés ou ambigus ne sauraient suffire. Par ailleurs, Araghchi a rappelé que l'Iran avait déjà été victime de sabotages israéliens, notamment contre le complexe nucléaire de Natanz en 2020, alors même que se poursuivaient les pourparlers de Vienne visant à réactiver l'accord sur le nucléaire de 2015. Face à ces provocations, l'Iran avait alors réagi en enrichissant son uranium à hauteur de 60 % et en remplaçant les centrifugeuses endommagées par des modèles de dernière génération. Malgré ces agressions, l'Iran affirme avoir négocié de bonne foi avec les États-Unis, participant à cinq cycles de discussions et soumettant une contre-proposition destinée à rapprocher les deux parties. Mais selon Araghchi, Israël s'est constamment évertué à saboter tout rapprochement, refusant toute issue diplomatique et cherchant à faire dérailler les efforts de paix.

Enfin, le ministre iranien a annoncé avoir officiellement demandé à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) la convocation d'une session extraordinaire pour examiner l'attaque contre le site de Natanz, qualifiée de « violation flagrante du droit international ». Pour Téhéran, cette offensive marque une ligne rouge désormais franchie par Israël.

L'entité sioniste, par ses attaques agressives contre l'Iran, cherche délibérément à faire échouer les négociations nucléaires et à déstabiliser la région. Téhéran dénonce cette provocation comme une agression illégitime et légitime sa riposte, appelant la communauté internationale à condamner fermement ces manœuvres déstabilisatrices.



TÉHÉRAN RESTE OUVERT À UN ACCORD

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a sévèrement critiqué l'entité sioniste, qu'il accuse de vouloir « faire dérailler » les négociations sur le nucléaire avec les États-Unis en attaquant l'Iran. Lors d'une déclaration à des diplomates étrangers, hier, M. Araghchi a déclaré : « Il est tout à fait clair que l'entité sioniste ne veut aucun accord sur la question nucléaire. Elle ne veut pas de négociations ». Il a qualifié l'attaque israélienne, lancée vendredi dernier, de « tentative de saper la diplomatie et de faire dérailler les négociations ».

Malgré cette offensive, Téhéran assure rester ouvert à un accord garantissant qu'il ne cherchera pas à se doter d'armes atomiques, tout en refusant de renoncer à ses droits nucléaires légitimes. « Nous sommes prêts à conclure tout accord visant à garantir que l'Iran ne cherche pas à se doter d'armes nucléaires », a affirmé M. Araghchi, insistant sur le fait que tout traité qui priverait l'Iran de ses droits serait inacceptable. Il a par ailleurs défendu la légitimité des mesures défensives iraniennes : « Nous nous défendons face à l'agression. Notre défense est tout à fait légitime ».

L'entité sioniste a, en effet, lancé plusieurs frappes à l'aube vendredi contre des infrastructures civiles et militaires iraniennes, provoquant morts et blessés. Le gouvernement iranien a dénoncé ces actions comme des violations flagrantes des chartes de l'ONU et une atteinte à sa souveraineté, promettant de riposter « par tous les moyens nécessaires ».

Face à cette agression flagrante de l'entité sioniste, les États arabes ont renforcé leurs efforts diplomatiques pour prévenir une escalade dangereuse. Le Qatar, l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, l'Irak et la Palestine ont unanimement condamné les frappes illégitimes israéliennes et lancé un appel urgent à la retenue et à la paix dans la région.

Le Qatar, par la voix de son Premier ministre Mohammed ben Abdulrahman, a fait part de sa « profonde inquiétude » face à cette escalade provocatrice, dénonçant fermement les frappes israéliennes. Le ministre émirati Abdallah ben Zayed, ainsi que les autorités d'Oman, de France, du Royaume-Uni et de Russie, ont également souligné l'urgence d'intensifier les efforts diplomatiques pour freiner cette agression et restaurer la stabilité dans la région.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, a fermement condamné toute violation de souveraineté, soulignant le danger imminent d'un chaos régional provoqué par cette agression. De son côté, le roi Abdallah II de Jordanie a tiré la sonnette d'alarme face à la menace grave que cette escalade fait peser sur la sécurité de la région, appelant la communauté internationale à intervenir d'urgence pour mettre un terme à cette déstabilisation.

Le Koweït a manifesté son soutien à l'Iran tout en appelant fermement à la cessation de toute violence, tandis que l'Irak a formellement saisi le Conseil de sécurité de l'ONU pour dénoncer la violation flagrante de son espace aérien lors des frappes israéliennes. Le vice-président palestinien, Hussein al-Sheikh, a annoncé sur X avoir eu des entretiens séparés avec les ministres des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, de la Jordanie et de l'Égypte au sujet de la crise en cours et de ses implications plus larges pour la région.

ISRAËL, UNE MENACE POUR LA RÉGION

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a également réagi en condamnant fermement l'attaque israélienne contre l'Iran, la qualifiant de « tentative de sabotage des négociations nucléaires ». Lors d'un entretien téléphonique avec le prince héritier saoudien, Erdogan a qualifié le gouvernement israélien de « plus grande menace » pour la stabilité régionale. Il a déploré la passivité de la communauté internationale face à ce qu'il a qualifié de « génocide » en Palestine, estimant que cette inaction encourageait l'impunité d'Israël.

Le président turc a évoqué l'importance de poursuivre les négociations nucléaires et averti que l'éclatement d'un nouveau conflit serait insoutenable, avec des risques accrus de vagues migratoires massives.

Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a averti qu'il intensifierait ses frappes contre El Qods occupé si l'entité sioniste poursuivait ses attaques. Dans un communiqué publié hier, la force d'élite iranienne a revendiqué une vaste offensive menée à l'aide de drones et de missiles, ciblant des avions de chasse israéliens, des installations de production de carburant ainsi que des centres névralgiques de distribution d'énergie.

Cette riposte intervient après une série de bombardements israéliens ayant coûté la vie à sept officiers du CGRI. Le corps a souligné que toute nouvelle agression de la part de l'entité sioniste entraînera une réponse plus large, affirmant son droit légitime à la défense face à ce qu'il qualifie de violations systématiques de sa souveraineté.

Meriem D.

COMMERCE INTERNATIONAL

Pékin dénonce l'hypocrisie américaine

LA CHINE a vivement critiqué la politique américaine de « droits de douane réciproques », l'accusant de compromettre les principes du libre-échange et de déstabiliser le système commercial mondial. Lors d'une réunion du Conseil du commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tenue récemment à Genève, la délégation chinoise a appelé les États-Unis à respecter les règles multilatérales et à cesser d'imposer des mesures jugées discriminatoires. Dans une déclaration relayée dimanche par l'agence Chine Nouvelle, Pékin a dénoncé un discours tarifaire jugé « unilatéral et trompeur », pointant du doigt la focalisation de Washington sur le commerce des biens au détriment des services. La délégation chinoise a rappelé que les États-Unis bénéficient depuis des années d'excédents commerciaux massifs dans le secteur des services, estimés à près de 300 milliards de dollars en 2024 avec leurs principaux partenaires commerciaux. « En privilégiant les activités à forte valeur ajoutée, telles que la recherche, le design, la commercialisation ou l'image de marque, les États-Unis récoltent des bénéfices bien supérieurs à ce que reflètent les chiffres bruts du commerce », a souligné Pékin, dénonçant une distorsion de la réalité commerciale internationale. La Chine a également reproché à Washington de faire preuve de « deux poids, deux mesures » dans son application des règles de l'OMC. « Les États-Unis ne peuvent pas s'arroger les avantages du système multilatéral tout en refusant d'en faire bénéficier les autres, en particulier les pays en développement », a affirmé la délégation. Pékin a réaffirmé son attachement à la coopération multilatérale et a appelé tous les membres de l'OMC à régler leurs différends commerciaux dans le cadre des mécanismes de règlement prévus par l'organisation. « Les mesures unilatérales sapent la confiance dans le système commercial mondial et doivent être abandonnées », a insisté la représentation chinoise. Cette déclaration intervient dans un contexte de tensions économiques persistantes entre Pékin et Washington, alors que les discussions sur la réforme de l'OMC peinent à progresser et que les politiques protectionnistes gagnent du terrain à travers le monde.

R. I.

RETOUR DES HADJIS À BATNA

Plus 240 pèlerins reçus par le wali

UN PREMIER groupe de hadjis de différentes wilayas de l'est du pays est arrivé, hier, à l'aéroport international Mostefa-Benboulaïd de Batna, après l'accomplissement du pèlerinage au titre de la saison 2025.
Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, accompagné des membres de la commission de sécurité, du directeur des affaires religieuses et des wakfs, du directeur des transports et de représentants de plusieurs secteurs concernés étaient à l'accueil des hadjis sur le tarmac de l'aéroport.
Les 249 pèlerins, hommes et femmes, arrivés à bord de ce vol en provenance de l'aéroport de Djeddah (Arabie saoudite) ont été accueillis dans de bonnes conditions d'organisation et pris en charge par les autorités concernées qui ont mis en place tous les moyens humains, matériels et logistiques.
Certains parmi les hadjis de retour au pays ont fait part, dans des déclarations à l'APS, de leur satisfaction quant aux facilités qui leur ont été accordées pendant l'accomplissement du hadj et de la qualité des services dont ils ont bénéficié dans les Lieux Saints de la part de la mission algérienne d'accompagnement.
Pas moins de 11 vols ont été programmés depuis l'aéroport de Batna pour un total de 2.680 hadjis issus des wilayas de Batna, Khenchela, Biskra et Ouled Djellal, soit deux vols de plus par rapport à la saison précédente, a rappelé la même source.

R. R.

PROGRAMME D'HABITAT À BECHAR

Distribution de 69 logements LPL

UN QUOTA de 69 logements de type public locatif (LPL) a été attribué à leurs bénéficiaires dans les communes de Lahmar et Taghit. C'est ce qu'ont fait savoir, hier, des services de la wilaya de Bechar. L'opération a concerné 40 LPL dans la commune de Lahmar (35 km Nord-ouest de Bechar) et 29 autres dans celle de Taghit, située à 97 km au Sud de Bechar, et ce au profit de la catégorie des citoyens de moins de 35 ans, ont précisé les mêmes services.
Auparavant, il a été procédé à la remise des clefs de 20 unités LPL à leurs bénéficiaires dans la localité de Sfissifa, qui relève de la commune de Lahmar, a également fait savoir la même source.
Dans la wilaya de Bechar, et dans la perspective de répondre à la demande en logements de la formule LPL, il a été procédé en début de 2025 à l'entame de la réalisation d'un programme de 450 unités par des entreprises retenues par le maitre d'ouvrage, en l'occurrence l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI), et ce dans la zone urbaine de Tighaliine, au Nord-est de la commune de Bechar, où se poursuivent aussi les chantiers d'un autre projet de 700 unités similaires, ont ajouté les mêmes services de la wilaya.
L'OPGI prépare actuellement la remise des clefs de 198 unités semblables, après leur réhabilitation, aux bénéficiaires au niveau de la nouvelle zone urbaine de la route de Lahmar, dans la commune de Bechar, selon la même source.
L'OPGI de Bechar vient aussi de signer une convention de partenariat et de coopération avec la maison de l'intelligence artificielle, de l'université Tahri Mohamed de Bechar (UTMB), dans le but de développer des systèmes intégrés de cité urbaine modèle, et ce comme expérience pilote de villes intelligentes dans la wilaya, a-t-on indiqué à la direction locale de cet Office. R. R.

BACCALAURÉAT 2025

Béjaïa déploie un dispositif exemplaire

L'examen du baccalauréat, session juin 2025 a débuté hier matin à Béjaïa, à l'instar des autres wilayas du pays. Les candidats ont passé l'épreuve d'arabe en premier et ensuite l'épreuve de sciences islamiques. Ces deux examens se sont déroulés dans de très bonnes conditions pour les candidats.



«Les deux premières épreuves ont, relativement, été abordables et nous attendons de voir l'épreuve de maths l'après-midi», diront des candidats. L'épreuve de maths semble redoutée plus que d'autres par les candidats mais, le stresse a commencé à baisser d'un cran chez eux après les premières épreuves. «Toutes les mesures ont été prises pour garantir le déroulement normal des examens», a déclaré hier le directeur de l'éducation de la wilaya de Béjaïa M. Mohamed Karim Korchi qui s'exprimait sur la Radio locale. Et d'ajouter : «ces mesures ont été prises aussi bien sur le plan de la surveillance, le transport ou la restauration». Il dira aussi : «tout a été parfaitement préparé au niveau de tous les centres d'examens et nous espérons que la wilaya de Béjaïa sera parmi les premières wilayas en termes de résultats».
Pour sa part, le wali de Béjaïa M. Kamel Eddine Karbouche a donné le coup starter du Baccalauréat au centre d'examen : Lycée 5 juillet 1962 d'Amriw, du chef-lieu de wilaya. Le premier responsable de la wilaya était accompagné par une forte délégation composée de plusieurs responsables locaux dont le directeur de l'éducation de la wilaya de Béjaïa, le médiateur local de la république, les services de sécurité et les députés de la wilaya de Béjaïa, entre autres.
Pour rappel, ce sont 18384 candidats qui se présentent cette année dans la wilaya de Béjaïa.
Ces derniers ont commencé à passer, depuis hier, leur Bas dans 1087 salles réparties sur 63 centres, à l'échelle de la wilaya dont un (01) centre au niveau de l'établissement pénitencier d'Oued-Ghir. Ce centre a accueilli hier 202 candidats dont 02 filles et les 03 prisonniers qui ont été libérés récemment. Ce sont au total 1201 candidats en détention qui étaient inscrits au Bac. Les 202 candidats passent leur examen dans 12 salles et sont encadrés par 72 surveillants. Dans la daïra de Tazmalt qui compte trois communes (Béni M'likeche, Boudjéllil et Tazmalt), trois centres d'examen ont été ouvert hier matin. Ils ont accueilli 810 candidats dont 281 au centre d'examen « CEM Abderrahmane Mira », 342 au centre d'examen « Lycée Mohamed Boudiaf » alors que le « Lycée Abdelmalek Foudhala» a accueilli 187 candidats. Selon l'APC, « tous les moyens ont été mobilisés afin de garantir un bon déroulement des examens dont l'affectation de 02 éléments de la protection civile, 01 médecin, 01 psychologue et 01 infirmier dans chaque centre». Et d'ajouter : «la restauration, l'eau potable et la sécurité est assurée par les services concernés». Notons que les services de sécurité ont mobilisé des moyens humain matériel pour assurer la sécurité des centres d'examens, l'acheminement des sujets et des copies d'examens vers les centres d'examen et de correction».

N. Bensalem.

MÉDÉA

Près de 18 000 élèves à l'épreuve

LE COUP d'envoi des épreuves du baccalauréat a été donné, hier matin, par la wali Djillali Doumi, accompagné du P/APW et des membres des services de sécurité, depuis le lycée Zerrouk Boucherit, situé au chef-lieu de la wilaya de Médéa.
Toutes les conditions matérielles et humaines ont été réunies pour le déroulement de cet examen officiel auquel prennent part 17 974 candidats répartis à travers 58 centres d'examen, dont 18 réservés aux candidats libres et deux centres dans les centres de rééducation.
Outre la préparation du côté logistique, des mesures de sécurisation de l'environnement des centres d'examen ont été prises par l'installation de moyens de surveillance et la présence d'agents de l'ordre à proximité de ces établissements.
Dans l'optique de faciliter le déplacement des candidats et des cadres affectés à la surveillance, le dispositif de transport a été renforcé par des véhicules assurant des navettes vers et depuis les centres d'examen.
Le wali a ordonné à tous les services concernés par l'examen officiel de ne pas lésiner sur les moyens pour assurer son succès, car il s'agit d'un événement national important qui requiert les efforts concertés de tous.
Il a également salué les efforts déployés par tous, tout en soulignant la nécessité pour chacun de les poursuivre dans l'intérêt de nos enfants. Zoheir Talbi, procureur général près la cour de Médéa, accompagné de la présidente de la Cour de Médéa, a déclaré que nous avons supervisé le début des épreuves du bac au niveau de l'établissement de rééducation de Berrouaghia. Cet examen est un événement national important pour les centres d'examen désignés dans les établissements de rééducation et traduit les efforts déployés durant toute l'année par ces établissements. Il traduit également la politique du ministère de la justice en vue de la réinsertion sociale des détenus. Ainsi, a-t-il rappelé, le centre de rééducation de Berrouaghia compte 95 candidats et celui de Bouhezoul 67 candidats.

Nabil.B

SOUTIEN SOCIAL ET DROITS D'AUTEUR

L'État confirme son engagement envers les créateurs

À l'occasion de la Journée nationale de l'artiste et de remise du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi, célébrée avant-hier à Alger, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a mis en avant les avancées enregistrées dans le secteur culturel sous l'impulsion du président de la République. Il a notamment évoqué les mesures juridiques, sociales et structurelles mises en place pour soutenir les artistes et encourager la création.

Intervenant lors de cette cérémonie, organisée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, il a mis en avant l'intérêt « constant » du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le secteur culturel, en rappelant que ce dernier est « l'initiateur de toutes les démarches visant à valoriser l'art et à améliorer la situation des artistes ».

Le ministre a cité plusieurs avancées concrètes, parmi lesquelles la promulgation du statut de l'artiste, l'adoption de la loi relative à l'industrie cinématographique, la relance du Fonds national de développement du cinéma, ainsi que le développement d'infrastructures culturelles et la mise en place de nouvelles opportunités pour les professionnels du secteur.

Zouhir Ballalou a également mis l'accent sur les mesures à caractère social, notamment le projet de centre médico-social dédié aux artistes, censé assurer une meilleure prise en charge sanitaire et sociale. Concernant les droits des créateurs, le ministre a souligné l'importance pour l'Office national des droits d'auteur (ONDA) de poursuivre ses efforts pour protéger les œuvres et améliorer les conditions des artistes.

La cérémonie, présidée par le Premier ministre Nadir Larbaoui, mandaté par le président de la République, a été marquée par la remise du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi, qui distingue chaque année de jeunes talents dans les domaines du roman, de la poésie, du théâtre, de la musique, du cinéma et des arts plastiques.

Le ministre a saisi l'occasion pour saluer la mémoire de l'artiste martyr Ali Maâchi et rappeler l'engagement des artistes ayant



militié à travers la création artistique, notamment au sein de la troupe du FLN. Il a également félicité l'ensemble des artistes algériens à l'occasion de leur fête nationale.

Il convient de souligner que ce prix national a récompensé des jeunes artistes dans plusieurs disciplines à savoir littérature, théâtre, musique, arts plastiques, cinéma, chant et danse. L'édition 2025 reflète, ainsi, une diversité riche et un engagement profond d'une génération désireuse de faire entendre sa voix. Cet événement annuel se veut un hommage à la contribution de la famille artistique dans la Guerre de libération nationale et confirme l'engagement des hautes autorités de l'Etat à promouvoir le statut de l'artiste, à encourager et à accompagner les jeunes créateurs, et à renforcer le rôle de la culture en tant que rempart de l'unité et de l'identité nationales, et levier important du développement global. Pour rappel, le Prix Ali-Maâchi du président de la République pour les jeunes créateurs marque l'anniversaire de l'assassinat de l'artiste- martyr Ali Maâchi par les forces coloniales un 8 juin 1958.

Aymen Dahmani

FEMMES ET HOMMES DU THÉÂTRE

Une série postale pour ne pas les oublier

UNE SÉRIE de timbres postaux baptisée « Femmes et hommes du théâtre » vient d'être émise, en hommage aux grandes figures de la scène nationale. Cette initiative vise à valoriser le patrimoine culturel national et à raviver la mémoire des pionniers du quatrième art.

L'Algérie rend hommage à ses géants de la scène à travers une série de timbres postaux dédiés aux icones du théâtre. Ce nouvel opus philatélique, lancé dans le cadre de la valorisation du patrimoine culturel national, met en lumière des artistes qui ont marqué l'histoire du théâtre algérien par leur talent, leur engagement et leur apport à la culture populaire.

Parmi les visages choisis pour orner ces timbres, figure en premier lieu Mahieddine Bachtarzi, considéré comme le père fondateur du théâtre algérien moderne. Véritable bâtisseur, il est aussi connu pour avoir jeté les bases institutionnelles du théâtre dans le pays.

À ses côtés, Aïcha Adjouri, connue sous le nom de scène Keltoum, figure emblématique du théâtre féminin, fait également partie de cette série commémorative. Elle fut l'une des premières femmes à se produire sur les planches dans une société encore conservatrice, devenant ainsi une source d'inspiration pour des générations d'actrices.

Le timbre rend aussi hommage à Abderrahmane Kaki, auteur de la célèbre pièce « El-Guerrab oua Salhine » (Le Porteur d'eau et les marabouts), et maître incontesté d'un théâtre profondément enraciné dans la tradition orale. Il crée en 1958 le théâtre du Garagouz qui apporte un style révolutionnaire à son époque au vu des pièces produites durant la guerre de Libération nationale.

Autre figure incontournable, Abdelkader Alloula, dramaturge engagé, dont les œuvres comme « El Ajouad » et son attachement à la langue et à la culture populaire algérienne. Il a écrit dix pièces de théâtre entre 1969 et 1993, dont « El Ajouad » (Les Généreux) et « El Khobza » (Le Pain). Alloula est reconnu pour son théâtre accessible au grand public, mêlant humour, critique sociale et profondeur philosophique.

Aymen D.



FESTIVAL DU THÉÂTRE POUR ENFANTS DE KHENCHELA

Huit pièces en lice

LA VILLE de Khenchela accueillera du 23 au 27 juin la 13e édition du Festival national du théâtre pour enfants, où huit pièces se disputeront la Boucle d'Or du festival, a indiqué le commissaire du festival, Tarek Acheba.

La 13ème édition du festival se tiendra cette année sous le slogan « La créativité des enfants dans une mémoire intemporelle » et verra la présentation de 8 représentations théâtrales, a indiqué Acheba lors d'une conférence de presse tenue à la maison de la culture Ali-Souaihi.

Compte tenu du grand impact de l'édition précédente, le comité d'organisation a reçu, cette année, 65 candidatures d'associations, de coopératives et de théâtres régionaux de plusieurs wilayas du pays, et le comité de sélection a finalement retenu 8 pièces qui entreront dans la compétition officielle, le 23 juin, pour concourir pour la ''Boucle d'Or'' du festival.

Il a ajouté que les spectacles sélectionnés pour participer à cet événement sont « Noces d›Ouchen », de l'Association culturelle de Guelma, « Yansa » de l'Association Khawatir et créativité de Chlef, « Royaume des loisirs » du Théâtre régional de l'Adrar, « Mélodie de l'espoir » de l'Association culturelle Tighri Oumezgoun de Tizi Ouzou, « Theldjoun » du Théâtre national Algérien, « Esmeralda » du Théâtre régional de Constantine, « Le beau monde » du Théâtre régional de Souk Ahras, et « L'ami fidèle » de l'Association Taghrart pour la culture et les arts de Tlemcen.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord « Théâtre à l'université », le commissaire du festival a souligné que la deuxième édition du « prix spécial d'écriture théâtrale pour les étudiants universitaires », baptisé du nom de l'ancien ministre de l'enseignement supérieur, le regretté Abdelhak Rafik Bererhi, a reçu 20 textes, dont les auteurs concourront pour le premier prix.

En plus de la compétition officielle, cette édition comprendra une exposition spéciale de la troupe théâtrale du Front de libération nationale avec des spectacles d'acrobatie et de jeux d'adresse pour animer l'environnement sur la place Abbas-Laghrour, au centre de la ville, et dans certaines zones rurales dans différentes communes de la wilaya, en plus de spectacles pour enfants atteints d'un cancer.

Des ateliers de formation au jeu d'acteur, à l'art dramatique et à la gestuelle sur scène, ainsi qu'un forum scientifique pour étudier l'impact de l'intelligence artificielle dans le théâtre pour enfants, figurent également au programme de cette manifestation en présence de metteurs en scène et d'enseignants chercheurs de plusieurs universités.

Le même intervenant a fait part de la participation de plusieurs invités d'honneur de plusieurs wilayas du pays et la mise à l'honneur de figures artistiques connues au niveau local, tandis que le commissariat de cette même manifestation, prévue à la maison de la Culture Ali-Souaihi, prévoit de programmer une représentation théâtrale d'ouverture intitulée «Le tribunal de la forêt», présentée par des enfants trisomiques.

R. C.

CAN FÉMININE 2024 (DÉCALÉE À 2025) :

La sélection algérienne en stage à Oran

LA SÉLECTION algérienne féminine de football, effectuera un stage de préparation du 14 au 22 juin à Oran, en vue de la 13e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 (décalée à 2025). Pour ce regroupement de 12 jours, le sélectionneur national Fardi Benstiti a retenu 26 joueuses dont quatre évoluent dans le championnat national.A la CAN 2024 décalée à 2025 (5-26 juillet), la sélection algérienne entamera la compétition le dimanche 6 juillet face au Botswana (20h00, heure algérienne), pour le compte de la 1re journée (Gr.B).
Les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, enchaîneront contre leurs voisines tunisiennes, le jeudi 10 juillet, avant de boucler le premier tour en croisant le fer avec le Nigeria, le dimanche 13 juillet.12 pays prendront part à ce tournoi continental prévu au Maroc, répartis en trois groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour les quarts de finale, prévus les 18 et 19 juillet. Les demi-finales se joueront le 22 juillet. Le match de classement est fixé, quant à lui, au 25 juillet, suivi de la finale, programmée le 26 juillet. Les coéquipières de Lina Boussaha (Al-Nassr/ Arabie saoudite), signent leur retour sur le plan continental, après leur absence lors des deux dernières éditions de la CAN. L'Algérie a validé son ticket pour la phase finale de la CAN-2024 en décembre 2023, en battant en aller et retour le Burundi: 5-1 puis 1-0. Les deux manches se sont jouées au stade olympique du 5-juillet d'Alger.

LA LISTE DES JOUEUSES CONVOQUÉES:

Chloé N'Gazi (O.Marseille-FR), Lamia Lounas (ASE Alger Centre), Haleyi (JS Kabylie), Léa Abadou (US Orléans-FR), Sofia Guellati (EA Guingamp-FR), Ouassila Allouache (CF Akbou), Iman Chebel (Longuil CS-CAN), Melina D'oria (Le Mans FC-FR), Morgane Belkhiter (AS Saint Etienne-FR), Roselène Khezami (O.Marseille), Ould Braham (FC Nantes- FR), Ines Belloumou (Malm? FF-SUE), Melissa Bethi (FC Nantes-FR), Lina Boussaha (Al-Nassr-KSA), Hana Lina Boubezari (Torengup-pen FF-SUE), Wissem Bouzid (Le Mans FC-FR), Aicha Hamideche (Abou Dhabi-EAU), Ghoutia Habiba Kharchouni (FC Servette -SUI), Lina Khelif (Thonon Evian-FR), Emma Smaali (RC Lens-FR), Ines Boutaleb (FC Metz-FR), Morgane Ikene (US Saint Malo-FR), Marine Dafeur (FC Fleury 91-FR), Laura Taleb Muller (Thonon Evian-FR), Naima Bouhani (Afak Relizane), Nihed Naili (AS Cannes-FR).

LIGUE 1 MOBILIS (29E JOURNÉE) :

Le MCA à trois points du titre, lutte à distance pour le maintien

La 29e et avant-dernière journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue lundi et mardi, pourrait permettre au MC Alger d'être sacré champion 2024-2025, en cas d'un succès en déplacement face à l'ASO Chlef, alors qu'en bas de tableau, une lutte à distance pour le maintien s'annonce passionnante entre l'ES Mostaganem et le NC Magra.



Le "Doyen" (1e, 56 pts), qui reste sur un large succès à la maison face à l'ES Mostaganem (5-2), se rendra à Chlef avec l'objectif de sceller un 9e titre de champion, et le fêter à domicile face au NC Magra, lors de la 30e et dernière journée.Un succès suffirait aux hommes de l'entraîneur Khaled Ben Yahia pour être sacrés, alors qu'un match nul suffirait à l'ASO Chlef (12e, 33 pts) pour valider définitivement son maintien parmi l'élite.Derrière le leader, une lutte à distance se profile entre la JS Kabylie (2e, 52 pts) et le CR Belouizdad (3e, 51 pts), en quête de la deuxième place qualificative à la prochaine Ligue des champions. La moindre contre-performance pourrait faire basculer cette place tant convoitée dans un sens comme dans l'autre.La JSK aura fort à faire face l'ES Mostaganem (14e, 30 pts), dont la victoire est vitale pour se rapprocher du maintien, alors que le Chabab partira largement favori à la maison face au MC Oran (8e, 37 pts), assuré de rester en Ligue 1, grâce à son succès renversant face au MC El-Bayadh (3-2), lors de la précédente journée. En bas de tableau, le NC Magra, premier relégable (15e, 28 pts), battu lors des trois derniers matchs, est appelé à se révolter à domicile face au CS Constantine (6e, 38 pts), pour garder un mince espoir pour le maintien.Le "Nedjm" doit non seulement s'imposer, mais espérer un faux-pas de l'ESM face à la JSK, pour éviter d'accompagner l'US Biskra en Ligue 2 amateur.Les autres rencontres de cette avant-dernière journée: US Biskra-USM Khenchela, USM Alger-ES Sétif, MC El-Bayadh-Olympique Akbou,et JS Saoura-Paradou AC, n'auront aucune incidence directe sur le classement.La 29e journée s'annonce ainsi comme un tournant décisif, à la fois pour la course au titre, les ambitions continentales et la bataille pour la survie en Ligue 1 Mobilis.

-ALLIK MET LA PRESSION SUR SES JOUEURS : « J'EXIGE DEUX VICTOIRES AVANT LA FINALE»

Saïd Allik veut à tout prix mener l'équipe à s'offrir la Coupe d'Algérie face au CR Belouizdad. Le premier responsable du volet sportif au club a boosté les joueurs avant l'entame de l'entrainement d'hier. Après s'être réuni avec des représentants de l'Association des anciens joueurs, à leur tête Mouldi Aissaoui, au stade Omar-Hamadi, Saïd Allik s'est ensuite dirigé vers l'annexe du stade 5-Juillet, où l'équipe s'est entrainée hier après-midi. Avant l'entame de l'entrainement, le nouveau directeur général a tenu une réunion avec les joueurs sur le terrain. Bien qu'il n'ait toujours pas signé son contrat, il a tenu à les booster. N'étant pas satisfait des résultats et performances de l'équipe, le premier responsable du volet sportif a décidé d'agir et c'est la raison pour laquelle il s'est réuni avec les concernés hier. Selon une source proche du dossier, Allik a haussé le ton avec les joueurs, leur demandant de remporter le match de demain face à l'ES Sétif à domicile, et celui qui le suit contre le MC Oran en déplacement, afin de prendre plus de confiance. Ce sera aussi la meilleure façon pour bien préparer la finale de la Coupe d'Algérie. Selon notre source, Allik n'a pas caché d'exprimer son inquiétude quant au rendement médiocre fourni par l'équipe ces derniers matchs. Du coup, il a secoué les joueurs pour redoubler plus d'efforts afin de montrer un autre visage à partir du match de demain et rassurer ainsi les supporters en vue de la grande finale face au CR Belouizdad. Enfin, il a insisté sur le faite qu'ils soient régularisés jusqu'au dernier sou et avec le retour des blessés, ils n'auront aucune excuse pour gagner avec l'art et la manière lors des deux derniers matchs du championnat mais aussi être à la hauteur face au CRB, un rendez-vous pour sauver une saison de tous les échecs.

CSC: FIN DE SAISON POUR BAOUCHE

Le CS Constantine a annoncé l'absence de son joueur, Houari Baouche lors des deux prochaines et dernières rencontres du championnat de Ligue 1 Mobilis. En effet, la direction du CSC a indiqué que son joueur a subi une petite intervention chirurgicale qui va la priver des deux derniers matchs du championnat. Pour rappel, le CSC affrontera le NC Magra lors de la 29ème journée de la Ligue 1 Mobilis, avant de recevoir la JS Saoura lors de l'ultime rencontre de cet exercice sportif 2024/2025.

Lundi, 16 juin 2025 :
A Baraki (Alger) : USM Alger - ES Sétif (21h00)
A Biskra : US Biskra - USM Khenchela (20h00)
Mardi, 17 juin 2025 : 17h30:
A Magra : NC Magra - CS Constantine
A Baraki (Alger) : CR Belouizdad - MC Oran
A El-Bayadh : MC El-Bayadh - Olympique Akbou
A Chlef : ASO Chlef - MC Alger
A Mostaganem : ES Mostaganem - JS Kabylie
A Béchar : JS Saoura - Paradou AC (20h00)

SUPER-DIVISION (TOURNOI DES AS-FINALE-RETOUR)

Le NB Staoueli sacré champion d'Algérie

LE NB STAOUELI a été sacré champion d'Algérie de la Super-Division de basket-ball (messieurs) de la saison, 2024-2025, en battant le NA Husseïn-Dey sur le score de (70-59), mi-temps (41-33) en finale (retour) du tournoi des "AS", disputée samedi à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger.Les scores des quarts-temps ont été comme suit (24-14, 17-19, 17-13 et 12-13).Déjà vainqueur du match aller (69-67), disputé hier vendredi, le NBS s'adjuge ainsi son troisième titre, après ceux de 2007 (ex-DRBS) et 2022. Le nouveau champion d'Algérie drivé par l'ex-international, Mohamed Yahia, succède au palmarès de l'épreuve au WO Boufarik, sacré en 2024.Les "Sang et Or" qui ont atteint cette ultime étape de la compétition aux dépens du WO Boufarik, courent toujours après le premier titre de champion d'Algérie de leur histoire.Le NBS aura l'occasion de viser le doublé en disputant prochainement la finale de la Coupe d'Algérie face à l'USM Alger.

Finale du championnat de basket-ball (messieurs) :
Vendredi (aller): NB Staoueli - NA Husseïn-Dey 69 -67
Samedi (retour): NA Husseïn-Dey - NB Staoueli 59-70

VOLLEY/COUPE D'ALGÉRIE (DAMES) :

Le NC Béjaia bat l'U.Ben-Aknoun (3-0) et remporte son 4e trophée

LE NC BEJAIA s'est adjugé sa 4e Coupe d'Algérie de volley-ball (seniors-dames) en battant l'U.Ben-Aknoun sur le score de (3 sets à 0: 25-20, 25-7, et 28-26), en finale disputée samedi à l'Arena de Jijel.
Le NCB sacré du titre de champion d'Algérie de la saison-2024/25, s'assure second doublé dans l'histoire du club, après celui réussi en 2004. Devant un public nombreux, la formation du NCB, drivée par le coach Hafid Moula, n'a pas eu la partie facile durant le 1er set (25-20), face à une équipe de l'UBA volontaire à souhait et renforcée par les deux sénégalaises Walo Aissatou Walo et Donde Khadidiatou. Par la suite, les partenaires de Soualem ont dominé les débats en remportant facilement le second set (25-7), avant que les joueuses de Ben-Aknoun ne se rebiffent et reviennent en force lors du 3e set, en menant jusqu'au 23-18, mais c'était sans compter sur le retour en force des joueuses du NCB, qui leur a permis d'arracher la victoire sur le fil (28-26), terminant ainsi la saison en beauté, sans concéder la moindre défaite dans les deux compétitions (Championnat et Coupe). Les Bougiotes du NCB succèdent au palmarès de l'épreuve à leurs homologues du MBB détentrices du trophée en 2024 face au RC Bejaia (3-0).
Le NCB remporte ainsi, après 18 ans d'attente, sa quatrième Coupe d'Algérie après celles de (2004, 2006 et 2007), perpétuant ainsi la nette domination de la ville de Bejaia dans cette discipline, avec ses voisins de l'ASW Béjaia et du MB Béjaia. Le club de Ben-Aknoun, a eu tout de même le mérite d'atteindre cette ultime étape de la compétition, aux dépens des autres cadors de la discipline, dont le MC Alger et le NR Chlef.

MERCATO

4 stars sont prêtes à tout pour signer au FC Barcelone

Plusieurs gros joueurs offensifs sont prêts à faire de gros sacrifices pour rejoindre le champion d'Espagne en titre cet été.Le FC Barcelone a beau être en difficulté financière en ce moment, il n'en reste pas moins un club particulièrement attractif auprès des joueurs. Au delà du prestige de l'institution catalane et de ses équipes glorieuses sous Pep Guardiola ou Luis Enrique, qui ont fait rêver beaucoup de joueurs actuels lorsqu'ils étaient plus jeunes, l'équipe d'Hansi Flick a aussi réalisé une saison impressionnante.



Le Barça est redevenu une équipe très offensive, dans laquelle les individualités cartonnent, et forcément, nombreux sont les joueurs qui aimeraient y évoluerLe club catalan devrait d'ailleurs enregistrer, dans les jours à venir, l'arrivée du portier Joan Garcia (Espanyol) dont la clause libératoire a été payée. 25 millions d'euros pour le gardien le plus convoité de la Liga ; et maintenant, le Barça va s'attaquer à son secteur offensif. De nombreux noms sont sortis ces dernières semaines, et selon la presse catalane, ils sont nombreux à rêver du Barça.

Mundo Deportivo dévoile ainsi que quatre des joueurs convoités par les Blaugranas sont même prêts à faire de gros sacrifices sur le plan salarial pour pouvoir évoluer sous la tunique blaugrana à la reprise de la Liga. On retrouve dans cette liste Nico Williams, l'ailier de l'Athletic, qui semble être redevenu la priorité pour renforcer le secteur offensif, avec des contacts entre les deux parties qui se sont intensifiés ces derniers jours. Proche de plusieurs joueurs du Barça grâce à la sélection, il aurait même déjà fait savoir à certains joueurs du Barça qu'il rêve d'y signer, préférant rejoindre le Barça qu'Arsenal ou le Bayern. Hansi Flick est très intéressé par l'ailier de l'Athletic. Quant à Luis Diaz, autre gros objectif du Barça, il est supporter du club depuis petit et a déjà mis en stand-by les approches de Liverpool pour prolonger, tout comme il a recalé l'Arabie saoudite. Marcus Rashford est lui aussi prêt à tout pour signer en Catalogne, et il s'était déjà proposé en janvier dernier. Enfin, on retrouve Ivan Perisic, qui sera libre après son aventure au PSV, il est prêt à accepter des émoluments rachitiques pour retrouver Hansi Flick et rester compétitif en vue du prochain Mondial. Malheureusement, il n'y aura qu'un seul heureux parmi ces quatre joueurs puisque tout indique qu'il n'y aura qu'un renfort offensif…

-REAL MADRID : XABI ALONSO VA METTRE EN PLACE UN PLAN ANTI-MBAPPÉ !

Alors que le Real Madrid va lancer son Mondial des Clubs cette semaine face à Al-Hilal, Xabi Alonso sait qu'il va devoir faire quelque chose avec Kylian Mbappé.C'est un gros rendez-vous pour le Real Madrid. Si la plupart des grosses écuries européennes engagées dans ce Mondial des Clubs peuvent y aller en étant plutôt relax et sans trop de pression, à part si ce n'est pour l'énorme enjeu financier que représente ce tournoi, ce n'est clairement pas le cas des Madrilènes pour qui le titre est une obligation. Après une saison assez médiocre pour ne pas dire mauvaise, conclue sans titre majeur, les Merengues ont une occasion pour se refaire et surtout, ce sera l'occasion d'assister aux premiers pas du Real Madrid de Xabi Alonso.Autant dire que dès mercredi soir, contre Al-Hilal, la bande de Kylian Mbappé voudra frapper fort. Très fort. Et le Français joue gros, lui aussi. Si pour l'instant les deux candidats pour le Ballon d'Or sont Ousmane Dembélé et Lamine Yamal, de grosses prestations en terres étasuniennes pourraient en quelque sorte remettre KM9 dans la course. La presse madrilène a d'ailleurs déjà commencé une sorte de propagande pour que le Bondynois puisse avoir des chances de s'emparer du Graal des distinctions individuelles en cas de gros tournoi et de victoire finale… Quoi qu'il en soit, comme l'indique Marca, Xabi Alonso a justement un plan… anti-Mbappé. Bien évidemment, il ne s'agit pas de confier moins de responsabilités ou de brider l'international tricolore, qui a été, et de loin, le meilleur joueur offensif madrilène sur l'ensemble de la saison. En revanche, il y a volonté d'être un peu moins dépendant de ses exploits individuels et de ses buts. Avec 43 réalisations la saison dernière, il a inscrit 31% des buts des Madrilènes, et en Liga, ce pourcentage s'élève à presque 40%. C'est exceptionnel pour le joueur, mais c'est aussi la preuve qu'il y a peut-être un problème niveau collectif. Avec le Soulier d'Or sur la pelouse, le Real Madrid a inscrit en moyenne 2,1 réalisations par match, contre 1,5 lorsqu'il n'était pas disponible. Une dépendance à Kylian Mbappé que Xabi Alonso voudra et devra réduire, ce qui passera notamment par une animation offensive qui devra être plus fluide et mieux rodée, mais aussi par certains facteurs sur lesquels il aura moins de poids, comme les retours en forme de Vinicius Jr et Rodrygo, et de Jude Bellingham dans une moindre mesure. Un sacré petit chantier pour Alonso donc…

ARSENAL PASSE (ENFIN) À L'OFFENSIVE POUR GYÖKERES

Après s'être vu promettre par la direction du Sporting Portugal qu'il pourrait partir pour 70 millions d'euros cet été, Viktor Gyökeres a fait l'objet d'une première offre d'Arsenal. Le feuilleton est enfin lancé, alors que Manchester United reste à l'affût. Gyökeres vient de boucler une saison triple XL avec le Sporting. Qui veut d'un buteur qui vient de boucler une saison à 54 buts et 13 passes décisives en 52 matchs ? Tout le monde. Cet homme a un nom : Viktor Gyökeres. Et désormais un prix : 70 millions d'euros. Une somme définie il y a plusieurs semaines entre ses représentants et la direction du Sporting Portugal, qui est toutefois revenue sur sa parole en se montrant gourmande avec les premiers courtisans. Le Suédois de 27 ans a râlé, menacé de faire grève, et il a finalement obtenu gain de cause. Manchester United toujours dans la course Après le coup de pression du serial buteur, les dirigeants ont fait un pas vers lui en lui donnant l'assurance qu'il pourrait effectivement partir pour 70 millions d'euros, comme l'a rapporté Sky Allemagne ce vendredi. Et, dès le lendemain, une première offre est arrivée sur la table du Sporting ! Celle-ci provient d'Arsenal, à la recherche d'un «grantatakan» depuis plusieurs saisons maintenant. Une proposition à 55 millions d'euros, plus dix de bonus… finalement refusée, selon Record. emplacement publicitaire Les Gunners touchent toutefois au but, puisque les Lisboètes attendent 60 millions d'euros en part fixe, et 10 millions d'euros en bonus. Avec un petit effort, les négociations devraient donc connaître une issue positive. À moins que la concurrence ne se réveille ? Le quotidien portugais annonce que Gyökeres a dit non à Manchester United, mais le très fiable Fabrizio Romano affirme quant à lui que les Red Devils sont toujours à l'affût et maintiennent le contact avec le Suédois. Attention à Al-Hilal… Il convient de ne pas oublier la Juventus, qui pourrait également s'activer si elle parvient à vendre Dusan Vlahovic auparavant. La piste menant à l'Atletico Madrid semble quant à elle plus compliquée, car Julian Alvarez est d'ores et déjà en place. Époque oblige, il ne faudra pas non plus faire une croix sur l'intérêt d'Al-Hilal, qui a la capacité de payer les 70 millions d'euros attendus par le Sporting, et bien plus encore. Les Gunners vont-ils devancer cette grosse concurrence

MANCHESTER UNITED : ALEJANDRO GARNACHO POSE UN NOUVEAU PROBLÈME À RUBEN AMORIM

Mis en vente par Manchester United après ses critiques à l'encontre de Ruben Amorim le soir même de la défaite en finale de Ligue Europa, Alejandro Garnacho est décidément un problème pour le club anglais.Jusqu'où ira la situation d'Alejandro Garnacho à Manchester United. L'Argentin, malgré ses indéniables qualités (11 buts, 10 passes décisives en 58 matches), n'en fait souvent qu'à sa tête. La dernière en date a été celle de trop. Après la défaite des Red Devils en finale de la Ligue Europa contre Tottenham, il s'était laissé aller à quelques critiques de dégoût à l'encontre de son entraîneur, Ruben Amorim. «Jusqu'à la finale, j'ai joué tous les tours, j'ai aidé l'équipe, mais jouer 20 minutes aujourd'hui… Je ne sais pas.»

Cela n'a évidemment pas arrangé son cas. «Tu ferais mieux de prier pour trouver un club qui accepte de te signer», lui aurait carrément adressé Amorim à la fin de la saison devant l'ensemble du groupe. C'est alors qu'est apparu le Bayer Leverkusen, désormais entrainé par un certain Erik ten Hag, ancien coach de MU et de Garnacho. Le Néerlandais serait chaud pour l'accueillir et le relancer après les déboires de ces dernières semaines mais le problème est toujours le même pour un joueur évoluant en Premier League : le coût.

MU a fixé son prix à 80 M€, selon les informations du Daily Mail. C'est bien trop élevé pour le B04, malgré la vente de Florian Wirtz à 137 M€, d'autant qu'il faudra assumer le salaire derrière. Les autres courtisans risquent eux aussi d'être effrayés par le tarif et iront voir ailleurs. Or, les Red Devils comptent sur la vente de l'Argentin pour financer en partie leur mercato, eux qui viennent d'accueillir Matheus Cunha pour 73 M€. Sans cela, la large refonte de l'effectif s'annonce bien plus réduite que prévu.



Comment l'IA de Meta veut améliorer vos recherches sur Instagram

L'ajout d'un chatbot d'IA devrait vous donner plus de contrôle lors de la recherche de comptes, de vidéos Reels, de clips audio, de lieux, de tags et d'autres contenus. Elle est désormais en mode test pour certains utilisateurs d'Instagram.

Les utilisateurs d'Instagram pourront peut-être bientôt profiter de l'IA pour les aider à rechercher du contenu. Meta, la société mère d'Instagram, teste une nouvelle fonctionnalité qui utilise son chatbot Meta AI lorsque vous appuyez sur la barre de recherche d'Instagram. Vous pouvez ensuite poser une question spécifique ou sélectionner l'une des suggestions proposées.

Vous pouvez poser n'importe quel type de question à Meta AI. Mais l'intégration de l'IA dans la fonction de recherche vous aidera à trouver du contenu spécifique sur Instagram.

Quelques personnes contactées par TechCrunch ont expliqué avoir utilisé l'IA pour rechercher des clips vidéo Reels. Dans un exemple, un utilisateur a tapé sur une suggestion pour « Beautiful Maui sunset Reels » et c'est vu proposé des couchers de soleil trouvés dans les vidéos Reels.

Plus de contrôle et d'aide

Meta a déclaré à TechCrunch expérimenter son IA sur Instagram, mais est resté discret quant à savoir si elle l'utilisait spécifiquement pour la recherche. « Nos expériences géné ratives alimentées par l'IA sont en cours de développement à différentes phases », a déclaré un porte-parole de Meta à TechCrunch.

Les utilisateurs d'Instagram se sont déjà plaints sur Reddit des défauts et des limites de la recherche Instagram. L'ajout d'un chatbot d'IA devrait donner plus de contrôle et d'aide lors de la recherche de comptes, de vidéos Reels, de clips audio, de lieux, de tags.

Meta AI s'étend également à d'autres plateformes et à d'autres pays. La société a déclaré à TechCrunch que son chatbot d'IA est testé sur WhatsApp, Instagram et Messenger en Inde et dans certaines régions d'Afrique. L'Inde elle-même compte plus de 500 millions des 2 milliards d'utilisateurs totaux sur Facebook et WhatsApp, ce qui en fait le plus grand marché de l'entreprise.

Llama 2 à la baguette

Meta a lancé son chatbot IA en septembre 2023. Meta AI est un chatbot conçu pour répondre aux questions et demandes de base.

Mais en s'intégrant à Instagram, WhatsApp et Messenger, l'IA peut proposer aux utilisateurs des types de contenus et de fonctionnalités spécifiques.

Meta alimente actuellement son IA avec le grand modèle linguistique (LLM) Llama 2. Meta commencera à déployer ses modèles Llama 3, plus puissants, ce mois-ci.

DDoS : les vieilles méthodes reviennent à la mode



Depuis le début de l'année, plusieurs attaques ddos revendiquées par des acteurs jugés proches de la Russie sont venues perturber des systèmes informatiques d'organisation françaises.

Une menace aux effets concrets limités, mais à la portée médiatique certaine.

De l'avis général, les attaques ddos ne sont pas les attaques informatiques les plus sophistiquées ni les plus dangereuses.

Cela n'empêche pas de nombreux groupes malveillants de revendiquer des attaques menées contre des systèmes informatiques appartenant à des entreprises ou au gouvernement français.

C'était notamment le cas de l'attaque ayant visé au début du mois de mars le réseau interministériel d'État, revendiquée par le groupe Anonymous Sudan que de nombreux observateurs soupçonnent d'être aligné avec les intérêts russe. Selon les mots du gouvernement, cette attaque « d'une intensité inédite » a perturbé le fonctionnement du réseau pendant plusieurs heures.

Cette attaque met en lumière l'activité de toute une galaxie de nouveaux acteurs ayant recours aux attaques ddos pour s'imposer sur la scène médiatique : les revendications d'attaques par des groupes comme Killnet, NoName057(16) se sont multipliées depuis le début de l'année 2022. »

Nous avons constaté une hausse de 50% des attaques ddos en Europe et en France sur l'année 2023″ explique Fabio Costa, ingénieur sécurité chez Akamai. « Il y a toujours des acteurs qui pratiquent ces attaques à des fins criminelles, en tentant d'extorquer les entreprises menacées par les attaques. Mais en parallèle de cela, on voit de plus en plus de revendications de la part d'acteurs « hacktivistes », parfois liés à la Russie. Et la frontière entre ces deux mondes n'est pas si nette. »

Mais derrière les revendications, qu'en est il de la capacité réelle de ces acteurs?

Le cas DDosia

Noname057(16) est un des groupes d'acteurs malveillants spécialisés dans les attaques ddos apparu en 2022. Ouvertement pro russe, le groupe revendique notamment ses attaques via un canal Telegram dédié. Mais l'innovation de Noname057(16). c'est son projet DDosia : un outil permettant la mise en place d'attaques ddos « participatives » pour les partisans du groupe. Deux chercheurs de Sekoia présentaient à l'occasion de la conférence CoRIIN qui se déroulait en amont du FIC leurs recherches sur ce projet : « Le logiciel malveillant utilisé est mis à la disposition des utilisateurs via Telegram, qui décident de l'installer sur différents appareils.

Ce sont ensuite les administrateurs qui décident des cibles à viser » explique Maxime A. En d'autres termes, DDosia se présente comme un botnet « volontaire », qui utilise son parc installé pour lancer des attaques.

Un outil avant tout communautaire

Lancé en début d'année 2022, le projet a connu un pic de popularité en fin d'année 2022 : « C'est probablement lié à l'ouverture à cette période de nouveaux canaux de discussions ouverts à des non russophones, qui a permis au projet Ddosia de développer fortement son aspect communautaire » explique Amaury G.

Sur les canaux Telegram de Noname, on peut effectivement récupérer les dernières versions du logiciel, mais les utilisateurs s'échangent aussi des données volées, des conseils et les administrateurs s'empressent de répondre aux questions techniques posées par les membres.

Et pour motiver les troupes, le projet DDosia propose également une récompense en cryptomonnaie TON, la cryptomonnaie native de Telegram, pour les membres les plus actifs lors des attaques : « En 2022, l'utilisateur le plus actif de la plateforme pouvait espérer toucher l'équivalent de 80 000 roubles, soit environ 1300 euros » expliquent les chercheurs.

Souveraineté numérique, agilité cloud et résilience stratégique : trois prédictions clés pour 2025



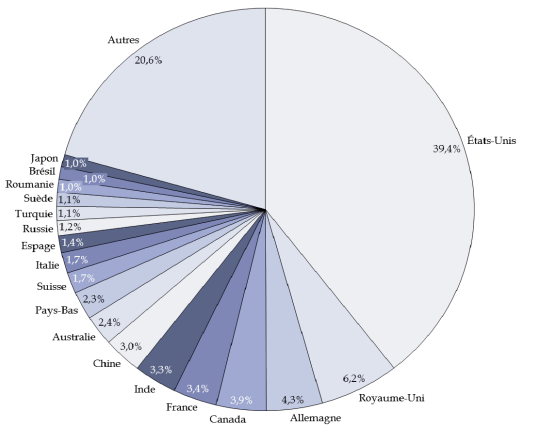
Les entreprises continueront de naviguer dans un environnement de plus en plus complexe. Face aux défis géopolitiques, budgétaires et réglementaires, leurs priorités devront évoluer. Voici trois tendances incontournables dans le marché du stockage cloud à suivre pour anticiper les besoins et rester compétitif dans un monde en constante évolution.

1 – Focus sur la stabilité des coûts pour naviguer dans des temps économiques incertains

À l'aube de 2025, les entreprises européennes, en particulier en France, se tournent vers l'avenir avec prudence après une année 2024 marquée par des défis majeurs : instabilité politique, flambée des coûts énergétiques, croissance anémique, inflation persistante et réformes fiscales complexes ont dessiné un paysage incertain. Dans ce contexte préoccupant, la maîtrise des coûts s'impose comme une priorité stratégique pour les entreprises.

Pour y parvenir, les responsables informatiques devront miser sur des plateformes et outils offrant une visibilité en temps réel sur l'utilisation et les coûts du cloud. Des fonctionnalités comme des alertes automatisées détectant les anomalies dans les dépenses et des tableaux de bord consolidés permettront de garder la maîtrise des budgets tout en anticipant les fluctuations. En optimisant le workload dans le cloud et en veillant à ce que les données soient positionnées au bon endroit, au bon moment et à un coût optimal, les entreprises pourront maximiser leur efficacité tout en minimisant les risques financiers.

Une planification stratégique efficace passera également par l'intégration de solutions informatiques flexibles et évolutives, capables de s'ajuster aux nouveaux besoins sans entraîner de surcoûts. La transparence contractuelle jouera un rôle clé : des accords clairs, sans frais cachés ni contraintes rigides, seront essentiels pour éviter les pièges budgétaires. En trouvant l'équilibre entre rentabilité, évolutivité et fiabilité, les entreprises pourront non seulement stabiliser leurs coûts, mais aussi favoriser l'innovation et renforcer leur agilité.



2 – La souveraineté numérique, une priorité stratégique dans un monde marqué par des bouleversements géopolitiques constants

Autrefois considérée comme un sujet de niche, la souveraineté numérique est désormais une priorité, portée par une quête croissante d'autodétermination en matière de données, d'infrastructures et de technologies. Cette dynamique se manifeste à travers des initiatives européennes telles que Gaia-X, mais aussi par les enquêtes menées par l'Autorité de la concurrence sur les pratiques des grands fournisseurs cloud, notamment concernant les discriminations potentielles à l'encontre des clients ou des plus petits acteurs du secteur. En parallèle, des entreprises majeures comme SAP se sont déjà engagées à bâtir des infrastructures numériques indépendantes et souveraines.

En 2025, il sera essentiel pour les entreprises de se concentrer davantage sur la souveraineté numérique et de la hisser au rang de priorité stratégique, tout en évitant les pièges des certitudes superficielles.

En outre, les inquiétudes entourant les solutions étrangères, souvent amplifiées, peuvent laisser croire que seuls les acteurs locaux sont capables de répondre aux exigences réglementaires. Pourtant, les entreprises devraient adopter une position critique face aux stratégies commerciales des fournisseurs proposant des solutions dites « souveraines ». Une approche holistique est nécessaire, tenant compte des trois dimensions fondamentales de la souveraineté numérique : l'autonomie technologique, l'indépendance opérationnelle et la maîtrise des données. Ces aspects couvrent non seulement le matériel de stockage des données, mais également les réseaux qui en assurent la transmission.

Dans un contexte économique et géopolitique incertain, les entreprises redéfinissent leurs priorités 2025 pour maîtriser les coûts, garantir leur souveraineté numérique et réduire leur dépendance à un fournisseur unique.

Atteindre un équilibre parfait entre ces trois dimensions reste un défi. Plutôt que de chercher à déployer une solution globale prétendument souveraine, les entreprises doivent d'abord définir avec précision ce que signifie une infrastructure informatique souveraine adaptée à leurs besoins. Cela passe par une compréhension approfondie des cadres réglementaires locaux.

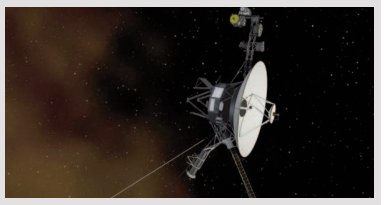
3 – Rompre avec la dépendance à un fournisseur unique pour préserver agilité et contrôle

En 2024, des secteurs tels que les aéroports, les banques et les services d'urgence ont connu des perturbations majeures en raison de pannes cloud, mettant en évidence les risques liés à une dépendance excessive envers un seul fournisseur. Ces pannes, dues à des problèmes de réseau, des cyberattaques ou des mises à jour défectueuses, ont placé les questions de sécurité et de dépendance au centre des débats budgétaires, élargissant les préoccupations au-delà des départements informatiques pour toucher directement les décideurs exécutifs.

Face à une pression budgétaire croissante et à des exigences réglementaires de plus en plus strictes, en 2025, les responsables informatiques devraient se tourner vers des stratégies hybrides et multi-cloud pour renforcer la résilience et mieux gérer les coûts. Se libérer de la dépendance à un fournisseur unique sera crucial, car nombreux sont ceux qui imposent des obstacles majeurs, tels que des frais élevés de migration des données (par exemple, les frais de sortie et de récupération) ainsi que des défis techniques lors du transfert des données vers des solutions locales ou vers un autre cloud. Ces contraintes obligent souvent les organisations à rester dépendantes d'une seule solution de stockage cloud, limitant ainsi leur flexibilité et leur potentiel d'innovation.

Pour surmonter ces défis, les entreprises chercheront des solutions permettant de réduire la latence internet et les goulots d'étranglement tout en garantissant des performances rapides et prévisibles. Une architecture technologique résiliente offrira aux entreprises la possibilité de stocker et d'accéder à leurs données exactement au moment et à l'endroit où elles en ont besoin, renforçant ainsi leur agilité opérationnelle. En conservant la liberté de changer de fournisseur cloud, les entreprises pourront non seulement optimiser leurs performances, mais aussi s'assurer de toujours utiliser les meilleures solutions disponibles, préservant ainsi leur compétitivité dans un environnement commercial en constante évolution.

Voyager 1 a 240 000 fois moins de mémoire qu'un iPhone !



LA SONDE spatiale Voyager 1 est conçue par la NASA pour explorer les confins de notre système solaire. Depuis son lancement en 1977, Voyager 1 continue de communiquer avec la NASA par le Deep Space Network (réseau de communications avec l'espace lointain) grâce à ses batteries au plutonium. En 2012, Voyager 1 est devenue le premier engin conçu par les humains à sortir de notre système solaire pour un long voyage d'exploration dans l'espace interstellaire.

Cependant, le système informatique de Voyager 1 n'est pas aussi avancé que l'on pourrait penser. En effet, la sonde dispose de 6 ordinateurs à moins de 40 Ko de mémoire. Pour mettre cela en perspective, les six ordinateurs réunis ont 240 000 fois moins de mémoire qu'un iPhone.

Pourquoi les chirurgiens portent des blouses vertes ou bleues lors d'une opération ?



L'EXPLICATION se résume dans le fonctionnement de nos yeux, en effet la rétine de notre œil est composée de bâtonnets qui sont stimulés lorsque la luminosité est faible et de cônes qui eux tournent à plein régime à luminosité normale. Chez l'homme, il existe trois types de cônes de sensibilités différentes suivant les couleurs rouge, vert et bleu. Les cônes sensibles au rouge sont les plus nombreuses, suivi des cônes sensibles au vert, et enfin au bleu.

C'est d'ailleurs pour ça que le rouge capte plus facilement notre attention que les autres couleurs.

Ainsi, avoir une salle d'opération intégralement en vert ou bleu permet à l'œil des chirurgiens de se concentrer sur la couleur rouge du sang donc sur l'intervention chirurgicale. C'est le même principe utilisé pour les gradins et plaques de pub à Roland Garros qui sont en vert pour mieux se concentrer sur le court de terre battue (rouge).

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



"Le Saint Graal des épaves": des trésors d'une valeur de 18 milliards d'euros retrouvés dans un galion du XVIIIe siècle

De nouvelles images de l'épave du San José, retrouvé au large de la ville colombienne des Carthagène, révèlent la présence à bord de pièces d'or. Des trésors qui prouvent qu'il s'agissait bien du légendaire navire de guerre espagnol coulé il y a plus de 300 ans, et dont la valeur est si importante qu'elles font l'objet d'un litige entre plusieurs pays qui en revendiquent la possession.



C'est "le" fantasme des chercheurs de trésors. Des chercheurs ont établi que l'épave du San José, un galion espagnol du XVIIIe siècle, abrite près de 200 tonnes d'or, d'argent et d'émeraudes, ainsi que des millions de pièces de monnaie. Leur valeur actuelle est estimée entre 3,5 et 18 milliards d'euros.

Afin de récupérer ce précieux butin, le président colombien Gustavo Petro veut renflouer le navire avant la fin de son mandat en 2026, et ce rapidement car des pirates rôdent dans cette zone de la mer des Caraïbes, située à environ 35 km des côtes colombiennes.

La valeur de ce trésor est d'autant plus grande que de nouveaux détails, identifiés sur les pièces d'or, confirment définitivement l'identification de l'épave comme étant le San José. Les chercheurs viennent en effet d'utiliser un véhicule sous-marin afin d'explorer l'épave. Grâce à la photogrammétrie, ils ont créé des reconstitutions 3D des pièces, où apparaissent la Croix de Jérusalem et des symboles héraldiques des couronnes espagnoles de Castille-et-León. Certaines pièces portent également la marque de l'atelier de Lima, au Pérou, et sont datées de 1707, soit peu avant la date du naufrage, qui s'est produit lors de la bataille navale de Baru remportée par les Anglais sur les Espagnols le 8 juin 1708.

Le légendaire navire espagnol, qui disposait de 62 canons, naviguait de Portobelo (Panama) à Carthagène à la tête d'une flotte composée de 14 navires marchands et de trois navires de guerre espagnols, lorsqu'il a rencontré en 1708 une escadre britannique au large de la péninsule de Baru, au sud de Carthagène, en Colombie.

Au cours de la bataille, le San José a été frappé par une immense explosion, ce qui a provoqué son naufrage. Il détenait la plus grande partie du trésor espagnol détenu par cette flotte.



En plus de la perte de cette fortune, accumulée au cours des six années précédentes, 589 des 600 marins à bord ont également disparu avec le navire ce 8 juin 1708. Seuls onze membres d'équipage ont pu être sauvés.

QUI A DROIT AU TRÉSOR?

La Colombie n'est toutefois pas la seule à revendiquer la propriété du San José. L'Espagne a fait de même, ainsi que le groupe autochtone bolivien Qhara Qhara et la société américaine Glocca Morra, qui prétend avoir été la première à retrouver l'épave en 1981. Glocca Morra, aujourd'hui appelée Sea Search Armada, avait alors communiqué les coordonnées à la Colombie à la condition que la moitié de la précieuse cargaison lui revienne. Qhara Qhara, de son côté, revendique le trésor car son peuple a été contraint d'extraire l'or et les bijoux retrouvés à bord.

Quant à l'Espagne, elle rappelle tout simplement qu'en 1708, le navire appartenait au roi Philippe V.

En 2015, le gouvernement colombien a annoncé que des plongeurs avaient découvert l'épave légendaire à 200 mètres de profondeur, mais à un endroit différent de celui indiqué par Sea Search Armada. L'emplacement exact demeure un secret d'État. Mais l'entreprise américaine a vu les choses différemment et, selon Bloomberg, elle aurait saisi la justice pour réclamer la moitié du trésor, soit plus de 9 milliards d'euros.

En 2022, une équipe de plongeurs colombiens a dévoilé des images impressionnantes de la cargaison parfaitement préservée du San José.

Aujourd'hui, le pays s'apprête à renflouer le navire avant la fin du mandat du président Gustavo Petro en 2026, avec l'aide d'entreprises du secteur privé. "C'est l'une des priorités du gouvernement", a déclaré le ministre de la Culture, Juan David Correa.

Un homme défie les ordres de démolition avec sa maison insolite

(XINGYI) Au milieu des décombres de maisons démolies, la tour instable de Chen Tianming, faite de planches de contreplaqué et de poutres tordues, symbolise l'obstination d'un seul homme.

Les autorités ont rasé la majeure partie du village de M. Chen, situé dans la province du Guizhou (sud-ouest), en 2018, pour construire un projet touristique dans cette région connue pour ses rizières spectaculaires et ses paysages montagneux.

Mais M. Chen, 42 ans, a refusé de partir. Après l'échec du projet, il a défié une série d'avis de démolition pour bâtir, étage par étage, sa demeure excentrique. Aujourd'hui, il règne sur cette tour de dix niveaux, faite d'escaliers vacillants, de balcons et d'extensions farfelues.

Dans les médias chinois, l'édifice est comparé à ceux de l'univers fantastique du réalisateur japonais de films d'animation Hayao Miyazaki.



« J'ai commencé à construire par nécessité, en essayant de rénover et agrandir notre maison », explique M. Chen à l'AFP, un après-midi de mai, grimpant une échelle de son domicile pyramidal.

« Mais c'est ensuite devenu une passion, un passe-temps que j'apprécie », ajoute-t-il. L'absence de permis de construire suscite toutefois la colère des autorités locales.

Les étages supérieurs, où il dort, tanguent au gré du vent, et des dizaines de cordes et de câbles maintiennent la maison ancrée au sol, donnant le sentiment que l'ensemble peut s'envoler à tout moment.

Une nouvelle étude démontre le lien entre le glyphosate et les risques de cancer chez l'Homme



Plusieurs ONG environnementales européennes ont appelé jeudi à interdire le glyphosate après la publication d'une étude d'une ampleur sans précédent qui avère chez des souris un lien entre l'apparition de cancers et l'exposition à cet herbicide.

"Le glyphosate ne répond clairement pas aux exigences de sécurité du droit européen", a déclaré Angeliki Lysimachou, responsable scientifique de l'organisation Pan Europe, dans un communiqué commun avec l'ONG française Générations Futures.

Les ONG réagissent à la publication mardi, dans la revue Environmental Health, d'une étude établissant chez des rats un lien entre l'apparition de cancers, notamment des leucémies, et l'exposition à du glyphosate, soit pur, soit dans des formules commerciales comme le Roundup de Bayer. Cette étude apporte une pièce importante dans le débat autour des effets sur la santé du glyphosate, à nouveau autorisé depuis 2023 dans l'Union européenne (UE). En France, il est interdit à la vente pour un usage domestique, mais autorisé sous condition aux agriculteurs.

Le glyphosate, un débat enraciné en France

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime, via son Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), que le glyphosate est un cancérogène "probable", mais les agences sanitaires européennes jugent que le risque n'est pas "critique", des divergences qui s'expliquent en partie par le choix des études retenues.

Le travail publié mardi, réalisé sous l'égide du chercheur italien Daniele Mandrioli, a pour spécificité d'avoir été mené sur un grand nombre d'animaux - plusieurs centaines - et en choisissant un niveau d'exposition qui correspond à celui jugé sans risque avéré par les autorités européennes.

À ces niveaux, "le glyphosate et les herbicides à base de glyphosate [...] ont causé une hausse, proportionnée à la dose donnée, des tumeurs malignes et bénignes chez des rats des deux sexes", concluent les chercheurs. Ces résultats ne permettent pas de conclure sur la cancérogénicité chez l'humain, mais les chercheurs estiment qu'ils concordent avec des études épidémiologiques ayant établi une corrélation dans la vie réelle entre l'exposition au glyphosate et l'apparition de cancers.

En France, ce débat s'inscrit dans un contexte où le président Emmanuel Macron, initialement favorable à une interdiction du glyphosate avant d'assouplir sa position, s'est justifié mardi de ce choix, en pointant la difficulté à "trouver [un] substitut".

Le glyphosate reste actuellement très utilisé dans le monde, mais Bayer, exposé à de nombreux litiges coûteux autour de cet herbicide, a publiquement douté de son avenir commercial au printemps.

L'Irlande mise davantage sur les tourbières pour lutter contre le dérèglement climatique



LE RÔLE des sols tourbeux dans la lutte contre le dérèglement climatique est à double tranchant. Pour s'assurer qu'ils capteront toujours plus de carbone, l'Irlande intensifie ses opérations de cartographie pour identifier et protéger ces écosystèmes.

Des chercheurs irlandais ont développé une technologie pour localiser avec une précision inédite les tourbières, une avancée qui pourrait s'avérer cruciale pour protéger et restaurer ces écosystèmes humides représentant un enjeu clé dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Les tourbières sont des puits de carbone

Au moins 20 % de la surface terrestre de l'Irlande est composée de sol tourbeux, selon Eve Daly, géophysicienne à l'université de Galway, qui a co-dirigé le projet.

"Les sols des tourbières contiennent des quantités de carbone comparables à celles des forêts tropicales", souligne-t-elle.

"Une cartographie plus précise peut permettre de prendre de meilleures décisions en matière de gestion des terres et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre", explique-t-elle à l'AFP.

Lorsque les sols tourbeux sont gorgés d'eau, ils piègent le carbone. Mais lorsque l'eau est retirée, par exemple par drainage, ils émettent du CO2, gaz à effet de serre largement responsable du réchauffement climatique.

La technique de cartographie de l'équipe de chercheurs est fondée sur des mesures de rayonnement gamma effectuées par un capteur radiométrique embarqué à bord d'un avion qui survole l'Irlande à basse altitude depuis une dizaine d'années dans le cadre d'une étude géophysique aérienne financée par l'État.

"Toutes les roches et les différents types de sols émettent un certain niveau de radiation naturelle, ce qui n'est pas le cas de la tourbe, qui est pleine de matière organique", explique Eve Daly, en se tenant debout sur une tourbière dans le comté d'Offaly, dans le centre de l'Irlande.

Cela a permis aux chercheurs d'identifier pour la première fois des "zones de transition" - généralement cachées sous les forêts et les prairies - où le sol passe de la tourbe à une matière minérale.

Selon Eve Daly, la surface des sols irlandais considérés comme "tourbeux" a ainsi augmenté de près de 30 % à la suite de ces travaux de recherche.

Les résultats sont encourageants mais le temps presse

Près de 80 % de l'Irlande a désormais été cartographié, fournissant des informations détaillées sur les limites géographiques de ses tourbières, selon le coresponsable du projet, Dave O'Leary.

"L'Irlande est à l'avant-garde de la recherche sur la cartographie des tourbières", affirme-t-il.

Les tourbières irlandaises se concentrent principalement dans les régions centrales du pays.

L'utilisation des terres, notamment avec l'agriculture et l'assèchement des tourbières, est l'une des principales sources d'émissions de CO2 de l'Irlande. Cela pourrait empêcher le pays d'atteindre l'objectif climatique fixé par l'UE de réduction des émissions de plus de 50 % d'ici à 2030.

Selon un rapport indépendant récent, l'Irlande risque une amende de près de 30 milliards d'euros si elle n'atteint pas cet objectif. Ses auteurs recommandent la restauration - et la réhumidification - de milliers d'hectares de tourbières afin de contribuer à une réduction "massive" des émissions.

La dégradation des tourbières cause environ 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, souligne aussi Triven Koganti, expert en agroécologie à l'université d'Aarhus au Danemark.

"Une évaluation précise" des limites des tourbières "est nécessaire dans le cadre des initiatives mondiales actuelles visant à restaurer" ces écosystèmes, estime-t-il, jugeant que ces travaux de recherche irlandais "jouent un rôle important dans cette démarche".



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



Cancer foudroyant : c'est quoi, quelle espérance de vie ?

Pancréas, poumon, appendice... Les cancers "foudroyants" ou plutôt "agressifs" réduisent considérablement l'espérance de vie.

Le cancer foudroyant se propage très rapidement. Certaines tumeurs comme au pancréas, au sein, au cerveau ou au poumon sont d'évolution foudroyante. Quels sont les symptômes ? En combien de temps devient-il agressif ou incurable ? Quelle est l'espérance de vie ?

C'est quoi un cancer foudroyant ?

Si on parle parfois de cancer "foudroyant", ce terme n'est en réalité pas employé par les médecins. Ils parlent plutôt de cancer "agressif". "Certains cancers ont un potentiel d'agressivité important. Ils ont un risque d'évolution vers le décès ou la rechute important en pourcentage et un délai d'évolution rapide" "L'agressivité d'un cancer réside essentiellement dans sa capacité à donner des localisations à distance ou métastases" explique-t-il.

Quelle est l'espérance de vie en cas de cancer foudroyant ?

"Les cancers agressifs sont des cancers qui ont un potentiel de décès plus important que des cancers moins agressifs, et un risque de décès dans un délai court" informe le Pr Gonçalves. Pour autant "cela ne veut pas dire qu'on ne guérit pas certains cancers agressifs, dont les cancers du sein inflammatoires" précise cet oncologue.

Quels sont les cancers les plus foudroyants ?

La notion de cancer foudroyant ou plutôt agressif peut être associée à la quasi-totalité des localisations. Elle n'est pas spécifique à un organe ou à une catégorie de tissus en particulier. "Il existe ainsi des cancers du sein dits agressifs car ils se présentent d'emblée avec des métastases ou rechutent sous la forme de métastases. Ces cancers agressifs de sein représentent 10 à 20% des cas de cancer du sein. Parmi ceux-ci, le cancer du sein inflammatoire a un potentiel d'agressivité important. Il représente 3 à 4% des cancers du sein. Autre forme plus agressive de cancer du sein, le cancer du sein triple négatif. Ces deux types de cancer du sein ont un potentiel de décès et de rechute plus important que les autres formes de cancer du sein" décrit le Pr Anthony Gonçalves.

"Les cancers du pancréas sont tous considérés comme agressifs."

"Les cancers du pancréas sont tous considérés comme agressifs" ajoute le spécialiste. Le cancer anaplasique de la thyroïde fait également partie de ces cancers agressifs. "Cependant, ce caractère agressif est relatif, indique le Pr Gonçalves.
Il dépend des possibilités thérapeutiques du moment."
Et de rappeler le cas du cancer du testicule, cancer qui avant les années 1980 était mortel dans 90% des cas lorsqu'il y avait une rechute et qui, depuis l'émergence d'une chimiothérapie très efficace dans les années 1980, est passé de cancer "foudroyant" à un des cancers les plus curables, même à un stade métastatique. C'est aussi le cas des mélanomes, cancers de la peau très agressifs lorsqu'ils sont diagnostiqués à un stade avancé, et pour qui l'apparition de traitements innovants a complètement changé la donne en situation métastatique (d'une survie inférieure à 12 mois on est passé à près de 50% de survie à 5 ans).

Quels symptômes ?

Les symptômes d'un cancer agressif dépendent du type de cancer mais ils sont similaires à des formes de cancers moins agressives.

Causes et facteurs de risque

Les causes d'apparition d'un cancer agressif sont encore mal connues des scientifiques. Selon plusieurs études, les formes agressives de cancer pourraient être dues à des mutations génétiques qui induisent des résistances aux traitements, ou à la réactivation de gènes normalement inactifs causant un développement rapide des cellules cancéreuses.
"Il y aurait un contexte de fragilité génétique plus une exposition environnementale plus le hasard qui entre en jeu" indique le Pr Anthony Gonçalves.

Diagnostic d'un cancer foudroyant

L'agressivité d'un cancer peut être déterminée au moment du diagnostic, après réalisation d'examens.
Les symptômes peuvent être différents dans certains types de cancer agressifs, par exemple dans le cas du cancer du sein inflammatoire.
"A l'examen clinique, le sein a une présentation inflammatoire :
il est rouge, chaud, parfois douloureux, avec un aspect de "peau d'orange" et l'évolution a été rapide, en moins de 6 mois en général" décrit le Pr Anthony Gonçalves.
Une biopsie permet de confirmer le diagnostic et d'identifier le type de tumeur. En fonction de la nature et de la disposition des cellules cancéreuses, le médecin peut estimer les risques de propagation du cancer.

Peut-on soigner un cancer foudroyant ?

Les traitements d'un cancer agressif ne diffèrent pas forcément du traitement de cancers moins agressifs.
"Il peut y avoir des traitements agressifs, comme une chimiothérapie avant une chirurgie radicale (mastectomie) dans le cas de cancer du sein inflammatoire par exemple, mais des cancers agressifs peuvent aussi être traités avec des traitements finalement peu agressifs, comme certaines thérapies ciblées"

Botulisme : symptômes typiques, c'est quoi ?



LE BOTULISME est une maladie paralysante liée à une toxine produite par la bactérie Clostridium botulinum.
Le botulisme est une maladie paralysante dû à une toxine (la toxine botulique) produite par une bactérie (Clostridium botulinum). "C'est la toxine qui rend malade et non la bactérie elle-même" souligne Christelle Mazuet, responsable du Centre National de Référence Bactéries Anaérobies et Botulisme à l'Institut Pasteur. Cette toxine est extrêmement puissante et cible les terminaisons nerveuses. Le botulisme alimentaire est le type de botulisme le plus fréquent en France. Il est causé par l'ingestion d'un aliment contaminé par la toxine botulique. "Il n'y a pas de personne à risque" précise l'experte. Tout le monde est susceptible de consommer des produits contaminés. En revanche, les populations sensibles (enfants et personnes âgées) sont susceptibles de développer des formes graves de la maladie et auront naturellement plus de difficultés à se rétablir. Le botulisme infantile est moins fréquent. Il survient chez l'enfant de moins de 1 an lorsque celui-ci ingère la bactérie qui s'implante ensuite dans le tube digestif et fabrique sa toxine. "Il s'agit d'une colonisation du tube digestif" précise Christelle Mazuet. C'est à cause du risque de botulisme que le miel est déconseillé avant l'âge de 12 mois chez les enfants.

Les symptômes peuvent aller très vite

"Le botulisme est une paralysie flasque descendante" explique Christelle Mazuet. Cela commence par des troubles de la vue (la personne voit double, a les paupières qui tombent).
Ensuite, adviennent des troubles de l'élocution et de la déglutition et un défaut de salivation.
Puis, en fonction de la quantité et du type de toxine ingérée, la paralysie peut s'étendre aux muscles respiratoires et aux membres supérieurs et inférieurs.
La personne peut aussi présenter des symptômes digestifs (nausées, vomissements, diarrhée...). Ainsi, les formes les plus graves peuvent amener à une tétraplégie et à une insuffisance voire à une incapacité respiratoire. Sans prise en charge médicale, le pronostic est donc létal.

Quels sont les traitements du botulisme ?

"Le traitement est essentiellement symptomatique" explique Christelle Mazuet. "des soins respiratoires intensifs avec ventilation assistée seront mis en place dans les cas les plus graves pour permettre aux gens de respirer". Il existe un sérum qui neutralise les toxines botuliques mais il n'est efficace que s'il est injecté dans les 24 heures qui suivent l'apparition des symptômes. La grande majorité des malades pris en charge rapidement guérissent sans séquelles, mais la durée du traitement et de la convalescence peuvent parfois durer plusieurs mois. Les antibiotiques n'ont aucune action sur la toxine botulique, et ne sont donc pas prescrits.

Quelles sont les causes du botulisme ?

Le botulisme alimentaire s'attrape par l'ingestion de produits contaminés par la toxine botulique. Il est le plus souvent lié, en France, à la consommation d'aliments en conserves de fabrication familiale ou artisanale, plus rarement de fabrication industrielle. Il s'agit notamment de conserves de végétaux peu acides (haricots verts, olives, asperges). Tous les produits de charcuterie "maison" (jambon, jambon cru) sont également à risque. Il existe plus rarement des cas de contamination avec des produits de la mer comme du poisson fumé/ salé-séché artisanal.

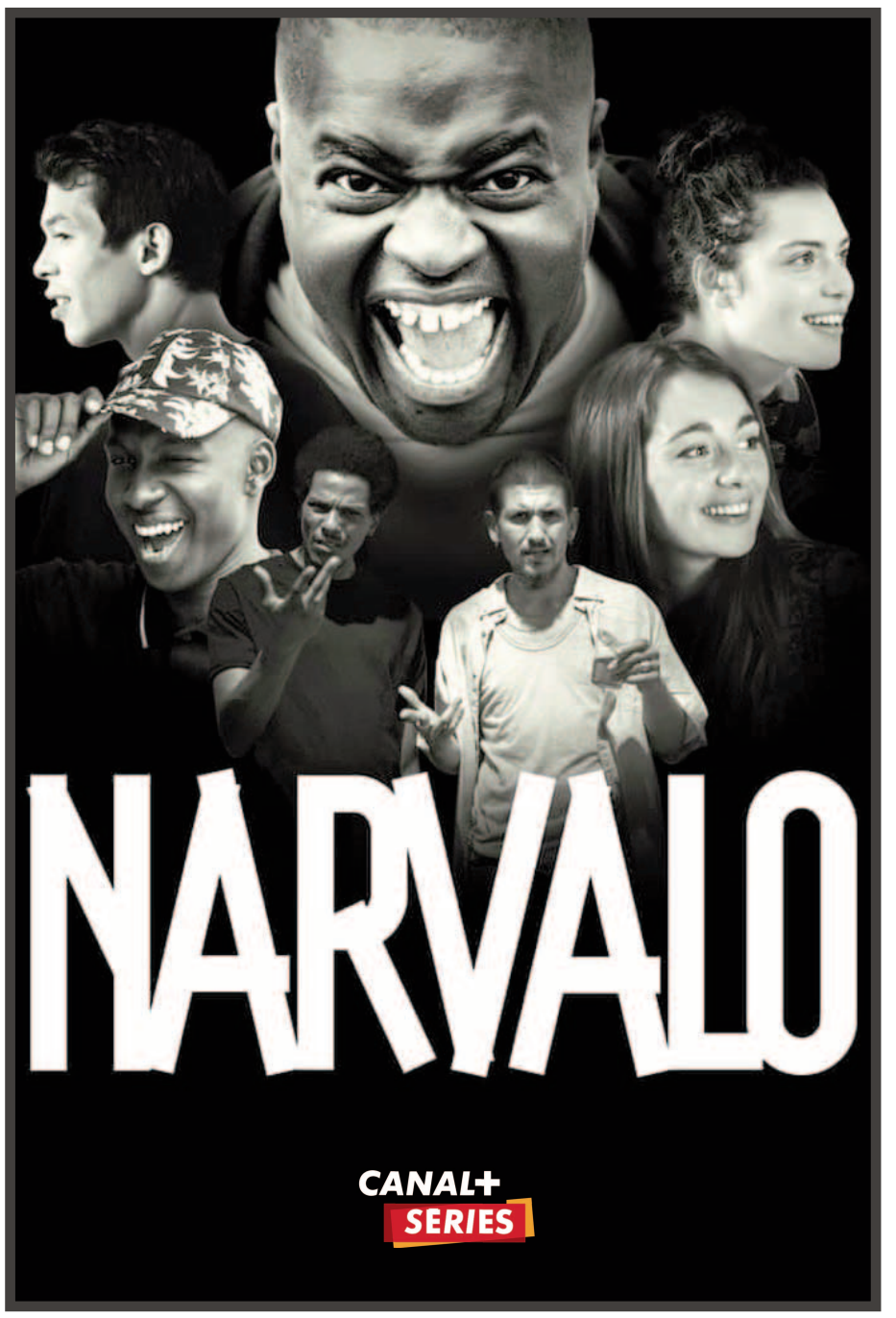








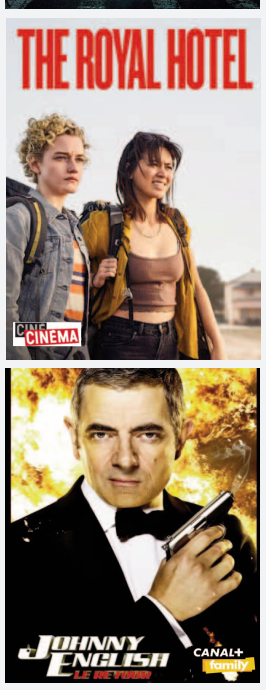




JEUNE INDEPENDANT







télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Série humoristique France - 2024 — TF1
Le remplaçant

21h05 Série de suspense - Grande-Bretagne — France 2
Meurtres au paradis

21h00 Téléréalité (2025 - France) — 6ter
Mariés au premier regard

21h55 Série de suspense Etats-Unis - 2024 — CANAL+
The Agency

20h50 Film d'action — W9
Etats-Unis - 1997
Speed 2 : cap sur le danger

20h50 Film d'aventures — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2008
Speed Racer

21h05 Série humoristique — 6ter
France
Kaamelott

21h00 Série d'horreur Etats-Unis - 2024 — CINE+ PREMIER
The Walking Dead : Dead City

21h10 Formule 1 — CANAL+ SPORT
Formule 1 : Grand Prix du Canada

21h00 Thriller - Australie - 2023 — CINE+ CINEMA
Royal hôtel

20h50 Comédie — CANAL+ family
Etats-Unis - Grande-Bretagne 2011
Johnny English, le retour

21h13 Film catastrophe — TMC
Etats-Unis - 2004
Le Jour d'après

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique (2024 - France)
Saison 1 - Épisode 1/2/3

Terminal

Le commandant Jack, pilote de ligne peu fiable au sein de la compagnie aérienne Flywingz, doit faire équipe avec Charlie, une jeune femme copilote très autoritaire. La cohabitation s'avère dès le début difficile, Charlie ne supportant pas les dangereuses négligences de son acolyte. Pour leur premier vol ensemble, Charlie découvre un mystérieux boulon dans le cockpit et refuse de décoller sans avoir trouvé l'origine de cet écrou.

21h50

Série humoristique (2022 - France)
Saison 3 - Épisode 1/2/3/4/5

Narvalo

Sofiane est de retour dans le quartier de son enfance. Il découvre que Kader est devenu pratiquement fou. Ses amis lui racontent les raisons qui ont poussé ce dernier au frontière de la folie. Après avoir accompagné son amie Mélissa aux urgences de l'hôpital, Romain passe une nuit éprouvante en salle d'attente. Il raconte son expérience à ses camarades.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:05	12:30	16:22	19:50	21:39

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:13	12:34	16:25	19:53	21:40

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:29	12:49	16:39	20:07	21:53

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:42	12:39	16:20	19:47	21:23

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:35	12:55	16:46	20:14	22:00

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:42	13:00	16:50	20:18	22:04

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:46	13:03	16:52	20:20	22:06

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8214 – LUNDI 16 JUIN 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	20°
Oran	27°	20°
Constantine	37°	19°
Ouargla	38°	24°

ENTREPRENEURIAT

L'Algérie cherche à séduire sa diaspora

L'Algérie intensifie ses efforts pour mobiliser sa diaspora en faveur du développement économique national. Lors d'une visioconférence organisée par le consulat à Nice, des responsables algériens ont présenté les opportunités offertes aux entrepreneurs et porteurs de projets issus de la communauté à l'étranger, notamment dans le secteur des start-up. Cette initiative vise à encourager le retour d'expertise et d'investissement pour dynamiser l'écosystème entrepreneurial du pays. indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.



Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, ainsi que le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, ont participé, avant-hier par visioconférence, à cette rencontre organisée sur le thème «L'entrepreneuriat et les start-up au service des porteurs de projets issus de la diaspora». Cette réunion s'est tenue en présence d'une élite d'entrepreneurs, de porteurs de projets et d'opérateurs économiques issus de la communauté algérienne établie dans cette circonscription consulaire.

Dans son allocution, M. Chaib a souligné que ces rencontres «traduisent la volonté des hautes autorités du pays de mettre en œuvre une approche globale visant à répondre aux préoccupations de la communauté nationale, notamment sur le volet économique». L'objectif principal est de créer les conditions favorables pour encourager et inciter les compatriotes à l'étranger, porteurs d'idées et de projets, à saisir les opportunités d'investissement disponibles dans plusieurs secteurs prometteurs, notamment l'entrepreneuriat, qui accorde une importance particulière aux compétences algériennes à l'étranger désireuses de contribuer à la dynamique économique du pays.

Le secrétaire d'État a également assuré que ses services, en coordination avec le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, œuvrent à une meilleure prise en charge des porteurs de projets, afin de concrétiser leurs idées en Algérie et créer la valeur ajoutée escomptée.

De son côté, M. Ouadah a mis en avant l'importance qu'accorde son département au renforcement du rôle de la communauté dans le développement de l'entrepreneuriat en Algérie. Il a appelé les porteurs de projets à profiter des dispositifs d'appui existants et des nombreuses opportunités d'investissement dans le pays.

«Les enfants de la communauté peuvent bénéficier de toutes les incitations financières et fiscales offertes par l'État dans ce domaine», a-t-il précisé, rappelant que la communauté algérienne constitue un partenaire essentiel du secteur des start-up, à travers sa contribution à plusieurs projets à succès, démontrant ainsi une expertise reconnue.

Les jeunes participants ont exprimé leur reconnaissance pour cette initiative, qui leur a permis de mieux comprendre les avantages de l'écosystème entrepreneurial en Algérie. Ils ont également souligné que ce type de rencontres directes avec les responsables économiques constitue une opportunité importante pour faire entendre leurs préoccupations et se rapprocher davantage des institutions de l'État, afin de renforcer leur rôle socioéconomique dans leur pays d'origine.

M. B.

TRAFIC DE PSYCHOTROPES À OUARGLA

Plus de 500 000 comprimés saisis

UNE IMPORTANTE opération de lutte contre le trafic de substances psychotropes a été menée avec succès dans le sud du pays. Les services de la brigade régionale spécialisée des Douanes, relevant de la direction régionale d'Ouargla, en coordination avec des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), opérant dans le territoire de la 4e Région militaire, ont intercepté un vaste convoi de médicaments psychotropes destinés à la contrebande.

Dans un communiqué rendu hier public, la Direction générale des Douanes a précisé que l'opération, minutieusement préparée, a permis la saisie de 509 985 comprimés de type Prégabaline 300 mg, une substance classée parmi les psychotropes très recherchés sur le marché parallèle.

Cette opération coordonnée s'est déroulée à la suite d'un guet-apens soigneusement organisé par les forces engagées sur le terrain. Elle a également permis la saisie d'un véhicule tout-terrain utilisé pour le transport des substances illicites, ainsi que l'arrestation du conducteur, désormais entre les mains de la justice.

Les autorités compétentes ont immédiatement engagé les procédures judiciaires à l'encontre du mis en cause, présenté devant les juridictions habilitées. Cette nouvelle saisie s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par les corps de sécurité pour éradiquer les réseaux criminels spécialisés dans le trafic de drogues et de psychotropes, notamment dans les régions frontalières.

Les Douanes ont réitéré leur engagement à renforcer la vigilance et la coordination interservices, afin de protéger la santé publique et de préserver la sécurité du territoire national contre toutes les formes de criminalité organisée.

S. N.

PROTECTION SOCIALE, AGRICULTURE, DIASPORA

Les grands axes du Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres centrée sur plusieurs dossiers, d'importance nationale. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Parmi les principaux points à l'ordre du jour figure les préparatifs en vue de la saison estivale, avec un accent particulier sur les dispositifs d'accueil destinés à la communauté algérienne résidant à l'étranger. Le gouvernement a également examiné l'organisation de la campagne de moisson et de battage pour l'année 2025, étape cruciale pour le secteur agricole. Un volet sensible a retenu une attention toute particulière, la prise en charge des femmes victimes de violences. Ce sujet, au cœur des engagements gouvernementaux, illustre la détermination des autorités à renforcer la protection des droits humains et à promouvoir la justice sociale. Par ailleurs, le Conseil a passé en revue les modalités de mise en œuvre du programme de soutien à la famille productrice. Cette initiative vise à encourager l'autonomie économique des foyers en favorisant le développement de micro-activités génératrices de revenus, dans l'optique de dynamiser l'économie locale et de réduire les inégalités.

ÉCOLES DES CADETS DE LA NATION

Les inscriptions après les résultats du BEM

LE MINISTÈRE de la Défense nationale (MDN) a annoncé l'ouverture des inscriptions pour le concours d'accès aux prestigieuses Écoles des Cadets de la Nation, pour l'année 2025. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du MDN. Les inscriptions débuteront dès la publication des résultats du Brevet d'Enseignement Moyen (BEM) et se poursuivront jusqu'au 7 juillet 2025. Ce concours s'adresse aux élèves souhaitant intégrer un cursus alliant excellence scolaire et formation militaire rigoureuse, sous l'égide du ministère de la Défense. Ces Écoles sont reconnues pour leur discipline stricte, leur encadrement sportif et une formation académique de haut niveau, préparant ainsi les futurs cadres militaires et civils du pays. Cette formation complète offre aux jeunes la possibilité de développer des compétences variées, allant du savoir-faire intellectuel à l'endurance physique. Le ministère invite tous les candidats potentiels ainsi que leurs familles à suivre de près les annonces qui détailleront les modalités d'inscription, disponibles prochainement sur les plateformes numériques. Cette démarche s'inscrit dans la volonté des autorités de renforcer le système éducatif militaire national et d'encourager la jeunesse à s'engager dans des parcours porteurs d'avenir.

S. N.